

CD/PV.127
24 avril 1981
FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA CENT VINGT-SEPTIEME SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le vendredi 24 avril 1981, à 10 h 30

Président : M. G. PFEIFFER (République fédérale d'Allemagne)

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE

Algérie : M. A. SALAH-BEY
M. M. MATI

Allemagne, République fédérale d' : M. G. PFEIFFER
M. N. KLINGER
M. H. MULLER
M. W. ROHR

Argentine : M. F. JIMENEZ DAVILA
Mlle N. FREYRE PENABAD

Australie : M. R.A. WALKER
M. R. STEELE
M. T. FINDLAY

Belgique : M. J.M. NOIRFALISSE

Birmanie : U SAW HLAING
U THAN HTUN

Brésil : M. C.A. DE SOUZA E SILVA
M. S. DE QUEIROZ DUARTE

Bulgarie : M. P. VOUTOV
M. I. SOTIROV
M. R. DEYANOV
M. K. PRAMOV

Canada : M. D.S. McPHAIL
M. G. SKINNER

Chine : M. YU Peiwen
M. LIANG Yufan
M. YU Mengjia
Mme WANG Zhiyun
M. LIN Chen
Mme GE Yiyun

Cuba : M. L. SOLA VILA
Mme V. BOROWDOSKY JACKIEWICH
M. F. CUSPINERA

Egypte : M. El S.A.R. EL REEDY
M. M.N. FAHMY

Etats-Unis d'Amérique : M. C.C. FLOWERREE
M. F.P. DESIMONE
Mlle K. CRITTENBERGER
M. C. PEARCY
M. S. FITZGERALD

Ethiopie : M. T. TERREFE
M. F. YOHANNES
Mlle K. SINEGIORGIS

France : M. J. DE BEAUSSE
M. M. COUTHURES

Hongrie : M. I. KÖMIVES
M. C. GYÖRFFY
M. A. LAKATOS

Inde : M. A.P. VENKATESWARAN
M. S. SARAN

Indonésie : M. M. SIDIK
M. I. DAMANIK
M. F. QASIM
M. KIRYONO
M. S. HADI

Iran : M. M. DABIRI
M. J. ZAHIRNIA

Italie : M. A. CIARRAPICO
M. E. DI GIOVANNI

Japon : M. M. TAKAHASHI
M. R. ISHII
M. K. SHIMADA

Kenya : M. S. SHITEMI
M. G. MUNIU

Maroc : M. M. CHRAIBI

Mexique : M. A. GARCIA ROBLES
Mme Z. GONZALEZ Y REYNERO
M. C. HELLER

Mongolie : M. D. ERDEMBILEG
M. L. BAYART
M. S.O. BOLD

Nigéria : M. O. ADENIJI
M. W.O. AKINSANYA
M. T. AGUIYI-IRONSI

Pakistan : M. M. AHMAD
M. M. AKRAM
M. T. ALTAF

Pays-Bas : M. R.H. FEIN
M. H. WAGENMAKERS

Pérou : M. A. THORNBERRY

Pologne : M. B. SUJKA
M. T. STROJWAS

République démocratique allemande : M. H. THIELICKE
M. M. KAULFUSS

Roumanie : M. T. MELESCANU

Royaume-Uni : M. D.M. SUMMERHAYES
M. N.H. MARSHALL

Sri Lanka : M. H.M.G.S. PALIHAKKARA

Suède : Mme I. THORSSON
M. C. LIDGARD
M. L. NORBERG
M. G. EKHOLM
M. J. LUNDIN

Tchécoslovaquie : M. P. LUKES
M. A. CIML
M. L. STAVINOH

Union des Républiques
socialistes soviétiques : M. V.L. ISSRAELYAN
M. V.P. PERFILIEV
M. A.G. DOULYAN
M. V.V. LOSHCININE
M. S.N. RIUKHINE

Venezuela : M. O.A. AGUILAR

Yougoslavie : M. M. VRHUNEĆ
M. B. BRANKOVIĆ

Zaire : M. L.B. NDAGA

Secrétaire du Comité et
Représentant personnel
du Secrétaire général : M. R. JAIPAL

Secrétaire adjoint du Comité : M. V. BERSATEGUI

Le PRÉSIDENT (République fédérale d'Allemagne) (traduit de l'anglais) : Conformément à son programme de travail, le Comité poursuit l'examen des rapports intérimaires des groupes de travail spéciaux qui lui sont présentés. Permettez-moi de rappeler que, conformément à l'article 30 du règlement intérieur, tout Etat membre du Comité a le droit de soulever en séance plénière une question ayant trait aux travaux du Comité et a l'entière possibilité d'exposer ses vues sur toute question qui, à son avis, mérite de retenir l'attention.

Les présidents des groupes de travail spéciaux sur des arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires, sur les armes chimiques et sur les armes biologiques sont également inscrits pour nous parler aujourd'hui des activités de leurs groupes respectifs. Je leur donnerai la parole lorsque j'aurai épuisé la liste des orateurs.

Mme THORSSON (Suède) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, comme nous le savons tous, les débats des séances plénières de cette semaine sont consacrés à l'examen des rapports intérimaires éventuellement présentés par les groupes spéciaux du Comité du désarmement.

Toutefois, conformément à la section VIII, article 30, du règlement intérieur du Comité du désarmement, je désire utiliser une petite partie de la séance plénière d'aujourd'hui pour revenir sur une question prioritaire inscrite à l'ordre du jour de la session de 1981 du Comité, à savoir la conclusion d'un traité d'interdiction complète des essais. Je regrette que mes fonctions de Président du Groupe d'experts de l'ONU sur les rapports entre le désarmement et le développement m'obligent à vous quitter avant la fin de la séance.

Je commencerai cependant par dire quelques mots sur une autre question profondément inquiétante qui est devenue récemment un signal d'alarme pour tous ceux qui s'occupent de désarmement. Je veux parler de la possibilité menaçante d'une guerre de l'espace.

Le succès du premier voyage de la navette spatiale a été salué, probablement à juste titre, comme une nouvelle preuve du triomphe de la technologie. Toutefois, à l'arrière-plan, un certain malaise a été exprimé. Il a été question directement des importants aspects militaires de l'entreprise. A la suite de ce succès technologique, des rumeurs font état de l'ambition de l'une des superpuissances d'établir, de diverses façons, une présence militaire permanente et active dans l'espace. Très naturellement, le chef de l'autre superpuissance a proposé il y a quelques jours d'interdire complètement la militarisation de l'espace extra-atmosphérique. Cette proposition aurait évidemment été la bienvenue si cette puissance ne menait pas, elle aussi, depuis des années des préparatifs techniques tout aussi actifs en vue de l'utilisation militaire de l'espace.

Une source de préoccupation immédiate est la mise au point de systèmes dits antisatellites sur lesquels nous croyons savoir que des activités de recherche-développement sont en cours chez les deux superpuissances. Mais la presse a également signalé la possibilité que d'autres systèmes d'armes soient à l'étude, notamment dans le domaine des missiles antimissiles.

Si je mentionne ces faits, c'est qu'ils constituent, à mon sens, un autre signal d'alarme pour notre comité. Nous devrions nous préparer à examiner, à bref délai, le besoin urgent de réserver l'espace extra-atmosphérique, autre "héritage commun de l'humanité", aux activités pacifiques, conformément au paragraphe 80

(Mme Thorsson, Suède)

du Document final de la première session extraordinaire consacrée au désarmement, et de respecter intégralement la lettre et l'esprit du Traité sur l'espace.

Il semble en effet fort approprié de soulever, le tout dernier jour de la première moitié de la session de 1981 du Comité du désarmement, la question des promesses jamais tenues concernant un traité d'interdiction complète des essais, car elle vient au premier rang des questions non résolues depuis de trop nombreuses sessions de la CCD et du Comité. Dans le passé, nous avons saisi toutes les occasions qui se présentaient pour faire prendre conscience à trois Etats dotés d'armes nucléaires de la responsabilité qu'ils ont assumée en s'engageant à Moscou, il y a 18 ans, et à Genève, il y a 13 ans, à conclure un traité d'interdiction complète des essais. L'obligation de faire honneur à ces engagements solennels, et de confirmer ainsi le caractère sacré d'accords internationaux librement conclus, n'a pas été niée par ces Etats dotés d'armes nucléaires, pas plus que le caractère juridiquement contraignant de leur signature et de leurs actes de ratification. En outre, ces mêmes Etats, en votant à l'Assemblée générale des Nations Unies, il y a trois ans et demi, un calendrier détaillé prévoyant la mise au point, avant la première session extraordinaire consacrée au désarmement, en 1978, d'un traité d'interdiction complète des essais, ont fait à la communauté internationale une promesse qui aujourd'hui, en 1981, n'est toujours pas tenue.

Dans un peu plus d'un an, la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement se tiendra à New York. L'une de ses principales tâches consistera à examiner et à évaluer la suite donnée aux décisions et recommandations de la première session extraordinaire consacrée au désarmement. Au point où les choses en sont maintenant, le moins qu'on puisse dire, c'est que les perspectives semblent sombres. Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne les questions hautement prioritaires relatives au désarmement nucléaire, y compris celle d'un traité d'interdiction complète des essais. A moins qu'il ne soit rapidement remédié à cette situation, le risque est grand de voir l'année 1981 marquer l'échec presque total des négociations sur le désarmement et porter une grave atteinte à la crédibilité de notre organe, qui a été créé à la première session extraordinaire consacrée au désarmement.

Qui faut-il blâmer ?

Le Comité du désarmement étant le seul organe multilatéral de négociation sur le désarmement et étant officiellement chargé de tâches précises par l'Assemblée générale des Nations Unies, nous tous ici présents avons évidemment le devoir d'utiliser le temps qui nous reste jusqu'en juin 1982 pour essayer de redresser la situation, notamment en ne négligeant aucun effort pour engager des négociations multilatérales, trop longtemps retardées, sur un traité d'interdiction complète des essais. Cependant, la responsabilité dans ce domaine est beaucoup plus lourde pour ceux d'entre nous qui procèdent année après année à un nombre de plus en plus grand d'essais souterrains, tout en menant des discussions trilatérales préparatoires sur un traité d'interdiction complète des essais.

Je n'ai pas besoin de répéter la triste histoire des efforts visant à la conclusion d'un traité d'interdiction complète des essais, ni les arguments en faveur d'un tel traité, avancés au long des années par tous ceux qui cherchent vraiment à inverser les tendances persistantes et graves de la course mondiale aux armements, y compris la prolifération des armes nucléaires. Il me suffit de poser quelques questions pertinentes.

(Mme Thorsson, Suède)

Pourquoi l'ensemble du processus devant conduire à un traité d'interdiction complète des essais semble être au point mort, malgré l'extrême urgence de la question et le peu de temps dont nous disposons ? Comment certains Etats peuvent-ils refuser de remplir des obligations solennellement contractées ? Pourquoi le Comité du désarmement est-il incapable de prendre une décision de procédure pour établir le cadre organisationnel approprié permettant de traiter du point prioritaire de son ordre du jour ?

Monsieur le Président, nous connaissons les réponses à ces questions. Malgré les demandes pressantes du Groupe des 21, dont la Suède fait partie, d'un certain nombre d'Etats occidentaux et des Etats d'Europe orientale, deux Etats dotés d'armes nucléaires continuent de s'opposer à une telle démarche et de rester sourds aux appels de gouvernements conscients de leurs responsabilités et de l'opinion publique mondiale.

Le retard causé par cette attitude ne peut être toléré. Un groupe de travail spécial sur un traité d'interdiction complète des essais doit être créé au tout début de la session d'été, afin que des négociations multilatérales concrètes puissent commencer ensuite immédiatement.

Je prie donc instamment, solennellement, les délégations de ces deux Etats dotés d'armes nucléaires de faire savoir à leurs gouvernements que l'écrasante majorité des membres de ce comité les conjurent de revoir leur position et d'accepter la création d'un groupe de travail spécial du Comité du désarmement sur un traité d'interdiction complète des essais. Ils permettront ainsi au Comité de faire les premiers pas vers la conclusion d'un traité d'interdiction complète des essais, à laquelle la communauté du désarmement aspire depuis si longtemps.

M. WALKER (Australie) (traduit de l'anglais) : Ma délégation comme d'autres qui ont déjà pris la parole au cours des deux ou trois dernières séances, voudrait formuler quelques observations sur le stade que nous avons atteint à la fin de notre session de printemps.

Plusieurs délégations ont fait observer que nous avons heureusement évité la quasi-paralyse qui s'était produite à la session de printemps de l'année dernière à propos de questions de procédure. Il est juste de rendre hommage à l'esprit de conciliation dont toutes les délégations ont fait preuve à cet égard. Cependant, le fait que cela soit salué comme une réalisation ne donne pas une très haute idée des travaux de l'année dernière.

Ma délégation estime que cette année encore, on a consacré trop de temps à des problèmes de procédure, et en particulier aux débats concernant l'organisation des travaux du Comité. Nous nous associons au Canada pour estimer qu'une importance excessive a été donnée à cette question. Nous ne sommes pas assez naïfs pour ne pas comprendre que ce débat de procédure est souvent une forme de plaidoirie. Mais nous estimons également que le Comité risque peut-être de passer trop de temps à entendre des plaidoyers en faveur des mesures que tel ou tel groupe de délégations voudrait lui voir prendre. Il est juste que chaque Etat expose sa position; mais en consacrant trop d'efforts à des plaidoiries souvent destinées à des oreilles absentes de cette salle, nous risquons de saper la véritable tâche du Comité, unique organe multilatéral de négociation, qui consiste à négocier sur les questions qui lui sont assignées par les gouvernements.

Parmi toutes les questions qui figurent à notre ordre du jour, l'Australie attache la plus haute priorité à l'interdiction complète des essais nucléaires. Nous regrettons que le Comité n'ait pas encore pu engager des négociations de fond sur cette question.

(M. Walker, Australie)

Nous nous félicitons de l'initiative du Groupe des 21, qui a abouti à la tenue de réunions officielles sur cette question, et nous pensons que les échanges de vues qui ont eu lieu à ces réunions ont été utiles en laissant prévoir à l'avance l'attitude que prendront les délégations lorsque débiteront les négociations de fond. Nous pensons également que le Groupe d'experts sismologues a continué d'accomplir un travail utile. Mon Gouvernement estime que le Comité peut et doit intensifier considérablement ses efforts en vue d'ouvrir la voie à la création d'un réseau international de détection sismologique pour appuyer un traité d'interdiction complète des essais. Nous avons formulé des propositions spécifiques à cet effet. Tous les détails d'organisation d'un tel réseau devraient être entièrement réglés avant que l'interdiction complète des essais entre pleinement en vigueur et, à notre avis, ce serait une erreur que de ne pas entreprendre dès maintenant cette tâche essentielle. Nous ne voyons aucune raison valable pour la retarder sous prétexte que le traité d'interdiction complète des essais ne fait pas encore l'objet de négociations détaillées au Comité.

Ma délégation partage également la préoccupation exprimée par le Canada quant à l'utilisation qui a été faite de l'expression "volonté politique". Cette notion figure entre guillemets au paragraphe 10 du Document final de la session extraordinaire consacrée au désarmement, dans lequel elle est précisée par rapport au rôle important que peut également jouer un mécanisme international de désarmement fonctionnant de façon efficace. On la trouve de nouveau au paragraphe 41, où elle est conçue dans un sens positif et objectif, en tant qu'un des éléments contribuant à créer des conditions propres à assurer le succès du processus de désarmement. Nous regrettons qu'elle ait été utilisée si souvent au Comité, par la suite, dans un esprit subjectif et d'accusation. Si je parle d'esprit subjectif, c'est que l'acceptation de telle ou telle concession est considérée par l'un comme une absence de volonté politique, alors qu'elle représente pour l'autre la volonté politique de conserver ce qu'il considère comme essentiel. Aucun pays n'est représenté au Comité pour qu'on lui dise qu'il manque de la volonté politique de désarmer - nous sommes tous réunis ici pour déterminer comment nous pouvons maintenir ou renforcer notre sécurité grâce à la limitation des armements et au désarmement.

Pour l'Australie, l'autre question prioritaire qui figure à notre ordre du jour est la convention proposée sur les armes chimiques. Au Groupe de travail, sous la direction dynamique et compétente de M. Lidgard, Ambassadeur de Suède, ainsi qu'au Comité, en particulier pendant la période où ses travaux ont été concentrés sur les armes chimiques, nous avons accompli des progrès satisfaisants dans la définition des questions à inclure dans une convention sur les armes chimiques. L'Australie souhaite que les travaux progressent rapidement afin de nous rapprocher de la conclusion d'une convention. Nous avons formulé des propositions spécifiques à cet effet. Jusqu'à présent, nos travaux ont fait éclore une multitude d'idées. Nous espérons qu'à mesure que nous avancerons dans la session d'été, il sera possible de condenser ce vaste spectre de propositions, de tirer parti de la convergence de vues étendue qui s'est déjà dégagée et de se rapprocher considérablement d'un accord au sujet de la teneur de la future convention.

Une autre tâche urgente qui nous attend - car la Deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement approche rapidement - consiste à rédiger ensemble un programme global de désarmement. Pour l'Australie, le plus important, dans les travaux du Comité sur cette question, est d'élaborer un programme susceptible d'apporter dans l'avenir un apport positif aux travaux internationaux sur le désarmement.

(M. Walker, Australie)

Selon nous, ce programme doit être réaliste. Il ne doit pas éveiller de faux espoirs. Si le Comité élaborait un programme tel que nous pourrions le souhaiter, et non un programme adapté aux dures réalités de ce monde, ce serait aller au-devant de nouvelles déceptions et cela rendrait un mauvais service à la cause du désarmement. Si nous voulons encourager les nations à rechercher la sécurité dans le désarmement, il faut proposer un programme auquel tous les Etats puissent croire.

En second lieu, si le programme devait lui-même être une cause de division, il y aurait là, à notre avis, une évolution entièrement négative. Et il serait injustifiable, pour un pays, de s'associer aux débats sur le désarmement dans l'espoir de faire **apparaître** d'autres pays sous un mauvais jour ou de promouvoir des propositions visant à renforcer sa position au détriment de celle des autres. De l'avis de l'Australie, les seules mesures de désarmement authentiques et valables sont celles qui contribuent à la sécurité de tous les intéressés.

Nous ne croyons pas que l'on puisse forcer l'allure des négociations sur le désarmement ou élaborer prématurément des conventions. Nous nous félicitons donc du consensus qui se dégage pour considérer le programme global comme un guide plutôt que comme une obligation ayant force juridique contraignante. Pour les mêmes raisons, nous croyons qu'il ne sert à rien de s'efforcer de fixer des dates limites pour l'exécution de mesures spécifiques dans le programme global. L'expérience récente nous a trop bien démontré que le rythme des négociations sur la limitation des armements et le désarmement dépend de l'ensemble du climat international et du comportement des nations entre elles. Et nul ne peut prédire le rythme auquel se dérouleront les négociations menées en vue de résoudre les problèmes délicats et névralgiques que pose la sécurité nationale et mondiale. Loin d'être utiles, des dates limites arbitrairement fixées pourraient en fait compliquer et entraver la tâche.

Voilà pour ce que nous ne voulons pas. Je passe maintenant aux aspects positifs du programme global de désarmement, que la délégation australienne espère voir élaborer par le Comité. Comme je l'ai dit, nous considérons ce programme comme un guide pour tous les pays qui s'intéressent au désarmement, comme un moyen de placer les efforts de désarmement dans une perspective à long terme et comme un critère permettant d'évaluer les efforts accomplis actuellement et dans l'avenir.

Il est encourageant de constater l'existence d'une large entente internationale quant à la nature des principales questions inscrites à l'ordre du jour du désarmement international. Nous devons tirer pleinement parti de cette base d'accord établie grâce à des années de négociation. Je mentionnerai particulièrement la Déclaration finale de la session extraordinaire des Nations Unies consacrée au désarmement, les conclusions de la Commission du désarmement des Nations Unies et le document relatif à la Décennie des années 1980. Sans ranimer d'anciennes querelles, nous pourrions en même temps analyser de façon critique certains des points de l'ordre du jour en nous demandant si telle ou telle proposition est véritablement réaliste et constructive.

Ma délégation aura des propositions spécifiques à faire à cet égard. En particulier, nous croyons qu'un programme global de désarmement doit donner une importance suffisante aux responsabilités des Etats non dotés d'armes nucléaires, notamment pour renforcer les mesures très importantes déjà en place contre la prolifération horizontale de ces armes. On nous rappelle souvent que les Etats dotés d'armes nucléaires doivent progresser vers la limitation des armements nucléaires et le désarmement pour réaliser cet objectif. Ma délégation partage pleinement cette opinion, mais elle croit également à l'aspect inverse, c'est-à-dire que l'adoption de nouvelles mesures efficaces contre la prolifération horizontale peut contribuer à faire progresser la lutte contre la prolifération verticale.

(M. Walker, Australie)

Les orateurs précédents ont déclaré, en fait, qu'un programme global de désarmement devait aller plus loin qu'un programme d'action, qu'un document final et qu'une simple liste d'objectifs. Nous approuvons cette conception. L'Australie a toujours cru que la seule façon efficace de s'occuper du désarmement est d'adopter une approche progressive et graduelle, dans laquelle chaque pas accompli sert de base au progrès futur. Nous pensons que jusqu'à présent, l'historique des efforts internationaux déployés dans le domaine de la limitation des armements confirme la validité de cette conception. En conséquence, à notre avis, un programme global de désarmement devrait comprendre une série de mesures de désarmement reliées entre elles par un rapport logique et groupées en plusieurs phases. Chaque phase pourrait comprendre non seulement des mesures concrètes de désarmement, mais des dispositions complétant la négociation d'accords de désarmement, des études qui faciliteraient le déroulement des négociations au cours de la phase suivante et des mesures propres à accroître la confiance en vue de créer une atmosphère plus détendue et, par conséquent, de permettre la réalisation de progrès futurs.

Le Groupe de travail a encore beaucoup à faire. Il lui faut négocier en détail sur chacune des mesures qui doivent figurer dans le programme et accomplir parallèlement une tâche étroitement liée à la précédente en précisant nettement la signification des étapes ou phases du programme. Pour nous guider dans cette tâche, nous aurons besoin de toute l'expérience, de l'autorité et du dévouement que l'éminent Président du Groupe de travail, M. l'Ambassadeur Garcia Robles, du Mexique, apporte à l'accomplissement de ses importantes fonctions. Jusqu'à présent, le Groupe de travail s'est distingué par l'esprit de modération et de coopération dont ont fait preuve tous ses participants. Si cet esprit se poursuit, au cours de la session d'été, comme nous l'espérons, le Comité pourra peut-être élaborer un programme global de désarmement constructif et réaliste, qui mériterait de jouir du crédit qu'il devrait posséder à notre avis, bref, un programme tel que toutes les nations, quelles que soient leurs convictions, pourraient dire : ce programme peut et doit être exécuté.

Evokant brièvement les garanties de sécurité négatives, ma délégation se joint aux expressions unanimes de gratitude qui ont été formulées par les membres du Groupe de travail à l'adresse de son éminent président, M. le ministre Ciarrapico, d'Italie. Nous voudrions aussi nous associer aux compliments adressés à M. l'Ambassadeur Fein, des Pays-Bas, pour l'analyse pénétrante qu'il a faite des problèmes en jeu à la séance plénière de la semaine précédente. D'autres délégations ont souligné que les cinq formules diverses de garanties de sécurité négatives données par chacun des Etats dotés d'armes nucléaires reflètent la situation et les doctrines stratégiques de chacun de ceux-ci. Nous serions étonnés qu'il en soit autrement. Chacun des Etats non dotés d'armes nucléaires a également ses propres préoccupations stratégiques. Certains recherchent la sécurité dans la neutralité ou le non-alignement; d'autres, comme l'Australie, se sont prononcés pour une alliance avec des Etats dotés d'armes nucléaires, qu'ils considèrent comme le moyen le plus approprié pour assurer leur propre sécurité et celle des autres. Les pays appartenant à cette dernière catégorie envisagent les garanties de sécurité négatives offertes par les Etats dotés d'armes nucléaires de leur propre point de vue, c'est-à-dire qu'ils souhaitent que leurs alliances conservent toute leur efficacité. Dans cette optique, nous apprécions la valeur que peuvent avoir les garanties de sécurité négatives données par les Etats dotés d'armes nucléaires pour les Etats non alignés et neutres auxquels elles s'adressent et par conséquent pour l'ensemble de la communauté internationale.

(M. Walker, Australie)

Le dernier point qui figure à notre ordre du jour bien rempli est la convention proposée sur les armes radiologiques. Cette question n'a pas le même caractère intrinsèque d'urgence que les autres points de l'ordre du jour. Ma délégation estime que le Comité n'en devrait pas moins la régler promptement. Il faut barrer la voie à l'apparition de ce type d'armes, et puisqu'il existe un large accord quant à la teneur fondamentale de cette convention, nous devrions pouvoir en finir rapidement, peut-être même cette année. Là encore le distingué Président du Groupe de travail, M. l'Ambassadeur Komives, de Hongrie, est chargé de lourdes responsabilités. Fort heureusement, il est de taille à les assumer.

Pour conclure, j'ai eu le plaisir d'être le premier à vous souhaiter la bienvenue lorsque vous avez assumé la tâche importante de présider notre Comité ce mois-ci; j'ai maintenant à nouveau le plaisir d'être l'un des premiers - parmi beaucoup d'autres j'en suis certain - à vous féliciter de la façon dont vous vous êtes acquitté de vos fonctions. L'énergie, le sens des responsabilités, l'expérience et la compétence que vous avez apportés à votre tâche vous ont acquis la gratitude de toutes les délégations.

Le PRESIDENT (République fédérale d'Allemagne) (traduit de l'anglais) : Je remercie le distingué représentant de l'Australie pour sa déclaration et les aimables paroles qu'il a bien voulu m'adresser.

M. SALAH BEY (Algérie) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, j'ai le privilège de faire, au nom du Groupe des 21, la déclaration suivante et je voudrais demander qu'elle soit diffusée comme document officiel du Comité du désarmement.

A l'initiative du Groupe des 21, le Comité du désarmement a tenu des réunions officieuses pendant la première partie de sa session de 1981 en vue d'entreprendre un examen de fond des questions concrètes relatives au point 1 de son ordre du jour, intitulé "Interdiction des essais nucléaires".

Les débats qui ont eu lieu lors de ces réunions officieuses ont encore renforcé la conviction qu'a le Groupe des 21 que le Comité du désarmement devrait engager sans délai des négociations multilatérales sur la question de l'interdiction des essais nucléaires. Dans son document de travail CD/64, daté du 27 février 1980, le Groupe des 21 s'était déclaré profondément convaincu que des groupes de travail constituaient le meilleur mécanisme existant pour mener des négociations concrètes au sein du Comité du désarmement. Le Groupe des 21 appuyait donc en principe la création de groupes de travail pour tous les points de l'ordre du jour du Comité.

Dans un document de travail ultérieur, daté du 4 mars 1980 (CD/72), le Groupe des 21 a demandé instamment qu'un groupe de travail spécial soit créé pendant la première partie de la session de 1980 pour examiner le point de l'ordre du jour du Comité intitulé "Interdiction des essais nucléaires". Malheureusement, aucun consensus n'a pu se dégager sur cette proposition durant toute la session en question.

Le Groupe des 21 voudrait recommander que, compte tenu des débats qui ont eu lieu lors des réunions officieuses du Comité, celui-ci décide, au début de la deuxième partie de sa session de 1981, de créer un groupe de travail spécial pour le point 1 de son ordre du jour. Afin de faciliter l'adoption de cette décision, le Groupe des 21 suggère le mandat suivant pour le groupe de travail spécial :

"Le Comité du désarmement décide de créer, pour la durée de la deuxième partie de sa session de 1981, un groupe de travail spécial du Comité chargé de négocier les dispositions relatives à la portée, à la vérification

(M. Salah Bey, Algérie)

du respect et aux clauses finales d'un projet de traité relatif au point 1 de son ordre du jour, intitulé 'Interdiction des essais nucléaires'. Le Groupe de travail spécial fera rapport au Comité sur l'état d'avancement de ses travaux à toute date appropriée, et, en tout état de cause, avant la fin de sa session de 1981.

Lors des négociations sur ce point de l'ordre du jour, le groupe de travail spécial tiendra compte des propositions déjà faites et des initiatives futures, y compris les rapports sur les négociations trilatérales menées entre les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'URSS sur cette question qui ont été présentés pendant les sessions de 1979 et de 1980 du Comité du désarmement, ainsi que les rapports sur les négociations trilatérales que les parties concernées pourraient ultérieurement présenter au Comité durant le reste de sa session de 1981."

Le Groupe des 21 est persuadé que le Comité du désarmement a le droit de connaître sans plus tarder les raisons spécifiques qui ont empêché jusqu'à présent les trois Etats dotés d'armes nucléaires, qui mènent entre eux des négociations distinctes depuis quatre ans, de répondre aux appels répétés et pressants de l'Assemblée générale leur demandant d'accélérer ces négociations "afin de les mener d'urgence à une issue positive" et d'en communiquer les résultats au Comité du désarmement.

Pour apporter une nouvelle contribution aux travaux du Comité du désarmement relatifs à une interdiction des essais nucléaires, le Groupe des 21 souhaiterait appeler l'attention sur des questions spécifiques qui ont été posées, conjointement ou séparément, aux parties aux négociations trilatérales, tant au cours de séances officielles que de réunions officieuses du Comité durant la première partie de sa session de 1981. Ces questions, auxquelles les Etats parties aux négociations n'ont toujours pas apporté de réponse appropriée, correspondent aux préoccupations de la communauté internationale, qui n'a cessé de déplorer la poursuite des essais d'armes nucléaires et a demandé la conclusion, à une date rapprochée, d'un traité interdisant les essais nucléaires. Il a été demandé aux Etats qui participent aux négociations trilatérales de donner des précisions et des informations complémentaires sur les questions essentielles ci-après :

I. Conduite des négociations multilatérales

1 - Quel rôle les parties aux négociations trilatérales envisagent-elles pour le Comité du désarmement dans la négociation multilatérale d'un traité interdisant les essais nucléaires, étant donné le consensus exprimé au paragraphe 51 du Document final, selon lequel les négociations trilatérales devraient être conclues d'urgence et leur résultat présenté au Comité du désarmement pour un examen complet par l'organe multilatéral de négociation de façon à ce qu'un projet de traité puisse être soumis à l'Assemblée générale à une date aussi rapprochée que possible ?

2 - Quels sont, de l'avis des parties aux négociations trilatérales, les principaux obstacles à la conclusion de ces négociations ?

3 - Quand les parties aux négociations trilatérales pensent-elles que leurs négociations reprendront et pour quand en prévoient-elles la conclusion ?

II. Portée du traité

4 - Les parties aux négociations trilatérales jugent-elles la portée du traité en cours de négociation suffisamment large pour contribuer de manière efficace à la cessation de la course aux armements nucléaires et au désarmement nucléaire ?

(M. Salah Bey, Algérie)

5 - Le traité en cours de négociation prévoit-il de favoriser les applications pacifiques de la technologie nucléaire, en particulier dans les pays en développement ?

6 - Quels arrangements particuliers sont envisagés, le cas échéant, pour permettre de procéder à des explosions nucléaires pacifiques dans le cadre du traité en cours de négociation ? Le cadre dans lequel chaque Etat partie pourrait procéder à de telles explosions aux termes du futur traité fera-t-il l'objet de négociations multilatérales ?

7 - Les parties aux négociations trilatérales entendent-elles que le traité qu'elles négocient entre elles constitue une base appropriée pour une interdiction vraiment générale et universelle des essais d'armes nucléaires par tous les Etats, dans tous les milieux et à jamais, ce qui est en fait l'objectif de la communauté internationale exprimée dans plusieurs résolutions de l'Assemblée générale ?

III. Vérification du respect du traité

8 - Comment les parties aux négociations trilatérales concilieront-elles le système double de mesures de vérification qu'elles négocient et le principe selon lequel un traité multilatéral devrait créer des droits égaux et des obligations égales pour toutes les parties ?

9 - Quelles sont les "préoccupations ou circonstances particulières" qui rendent nécessaires des mesures complémentaires de vérification ?

10 - Les parties aux négociations trilatérales pourraient-elles préciser quelles mesures exactement sont visées par l'expression "moyens techniques nationaux de vérification" ? Les renseignements que ces moyens permettront d'obtenir seront-ils à la disposition de tous les Etats parties au Traité, sans discrimination ?

IV. Autres clauses

11 - La Communauté internationale a exprimé à maintes reprises sa conviction qu'un traité d'interdiction des essais nucléaires devait être de durée illimitée. Les parties aux négociations trilatérales tiendront-elles compte de cette conviction et, si tel n'était pas le cas, préciseront-elles la durée qu'elles envisagent ?

12 - Comme il est hautement souhaitable que le futur traité recueille une adhésion universelle et soit fondé sur le principe de droits égaux pour toutes les parties, quelles raisons particulières les parties aux négociations trilatérales ont-elles d'accorder aux membres permanents du Conseil de sécurité un droit virtuel de veto en ce qui concerne la procédure d'amendement qui doit figurer dans le traité ?

M. GARCIA ROBLES (Mexique) (traduit de l'espagnol) : Monsieur le Président, au début du mois, à l'une des réunions officielles que le Comité tient le lundi, j'ai déjà eu l'occasion de dire avec quelle satisfaction ma délégation avait vu arriver votre tour d'exercer la présidence du Comité. Comme c'est aujourd'hui la première fois que je prends la parole dans une séance officielle, je suis extrêmement heureux de redire ces sentiments et de vous dire que la façon dont vous avez su diriger et guider nos débats pendant le mois d'avril, continuant ainsi l'action efficace de vos deux distingués prédécesseurs, MM. les Ambassadeurs de la Gorce et Herder, a démontré une fois de plus votre expérience et votre compétence, que connaissent bien tous ceux qui ont eu l'occasion de vous voir travailler dans cet organe multilatéral de négociation et à la Première Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies. Recevez donc, Monsieur le Président, nos félicitations les plus sincères.

Alors que nous nous approchons de la fin de cette première partie de la session de 1981 du Comité du désarmement, que nous avons l'habitude d'appeler la session de printemps, il me semble opportun de formuler quelques observations, que j'essaierai de faire aussi concises que possible, sur les six questions inscrites à notre ordre du jour.

Je commencerai par la question d'un programme global de désarmement, en précisant que les brèves observations que je vais faire, essentiellement à titre d'information, seront faites non en ma qualité de représentant du Mexique, mais en ma qualité de président du Groupe de travail spécial chargé de l'élaboration du programme, tâche pour laquelle le Comité m'a fait l'honneur de me désigner en février dernier.

Du 19 février au 23 avril, le Groupe a tenu dix réunions qui, s'ajoutant aux dix autres qui ont eu lieu l'année passée, font que notre réunion d'hier jeudi 23 a été la vingtième. Au cours de ces dix dernières réunions, il nous a été possible de mener à bien l'examen préliminaire de tous les documents présentés au Groupe avant le 6 avril sur les "mesures" et les "phases d'application" qui, sans doute, seront parmi toutes les propositions entrant dans les sept chapitres que compte le schéma approuvé l'an dernier, celles qui nécessiteront le plus d'efforts pour recueillir le consensus recherché.

L'examen, également préliminaire, des documents de travail sur le chapitre consacré aux "principes" est déjà bien avancé. Au début de la deuxième partie de cette session, j'ai l'intention de proposer au Groupe de poursuivre l'examen en première lecture du contenu des chapitres restants, à commencer par celui qui traite des "objectifs" et de passer ensuite aux chapitres consacrés aux "priorités" et aux "mécanismes", pour terminer, suivant la décision prise l'an passé, par un premier examen de ce que pourrait être l'introduction.

Je ne voudrais pas conclure cette partie de mon intervention sans exprimer ma sincère reconnaissance à tous les membres du Groupe pour la précieuse contribution qu'ils ont apportée à ses débats. Je voudrais en même temps lancer un appel aux délégations ou groupes de délégations qui ont l'intention de présenter des propositions sur l'un quelconque des chapitres figurant dans le schéma de programme ou sur l'ensemble du programme, pour qu'ils profitent au maximum des sept semaines de l'intersession du Comité, qui commence aujourd'hui, pour être dès le début de ce qu'il est convenu d'appeler la session d'été en mesure de remettre ces propositions au secrétariat, qui les fera immédiatement reproduire et distribuer dans toutes les langues officielles du Comité. Nous devons toujours nous rappeler que le Groupe de travail spécial sur le programme global de désarmement est le seul groupe, parmi les quatre qui ont déjà été créés, auquel ait été fixée une date limite bien précise pour mener à bien le mandat qui lui a été confié, et que cette date n'est pas très lointaine, puisqu'à peine une année nous sépare de l'ouverture de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.

Je vais maintenant examiner très succinctement, cette fois en qualité de représentant du Mexique, les cinq autres questions inscrites à l'ordre du jour du Comité, en commençant par les trois pour chacune desquelles il a été possible de créer un groupe de travail, comme cela a été le cas pour le programme global de désarmement dont je viens de traiter.

Pour ce qui est du point de l'ordre du jour intitulé "Arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires" et que l'on a coutume de désigner plus

(M. Garcia Robles, Mexique)

brièvement par l'expression "garanties négatives", ma délégation continue de penser que le procédé le plus réaliste et le plus efficace, si l'on veut que ces garanties soient consignées dans un instrument international qui ait force obligatoire sur le plan juridique, est celui qui a été utilisé dans le Protocole additionnel II au Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine, ou Traité de Tlatelolco.

Pour ce qui est de l'élimination des armes chimiques, nous avons constaté avec une réelle satisfaction que les progrès amorcés l'an passé dans le Groupe de travail compétent ont pris cette année un nouveau rythme, et que le Groupe a pratiquement terminé la tâche que lui avait confiée le Comité le 17 mars 1980 de définir, par un examen de fond, les questions à traiter dans la négociation d'une convention multilatérale sur l'interdiction complète et effective de la mise au point, de la fabrication et du stockage d'armes chimiques et sur leur destruction, en vue de son élaboration. Compte tenu de ce mandat et étant donné que cette question revêt une grande priorité, nous estimons qu'il conviendrait que le Comité adapte à la situation actuelle le mandat précédemment approuvé pour le Groupe, et qu'au début de la deuxième partie de la présente session il commence immédiatement des négociations en vue de rédiger les dispositions de la convention recherchée.

En ce qui concerne les efforts déployés pour parvenir à un accord sur le texte d'une convention "interdisant la mise au point, la fabrication, le stockage et l'utilisation d'armes radiologiques", notre position se fonde sur le fait que cette question est relativement l'une des moins importantes qui figurent à l'ordre du jour du Comité. Pour cette raison, et soucieux d'utiliser au maximum et de la meilleure façon possible le peu de temps dont dispose "l'unique organe multilatéral de négociation sur le désarmement", nous sommes enclins à penser que nous ne devrions pas être trop exigeants sur la forme et le contenu de l'instrument international pour lequel nous aurons reçu il y aura bientôt deux ans une proposition commune des Etats-Unis et de l'Union soviétique, puissances qui ne nous donnent pas fréquemment l'occasion d'être témoins qu'elles se sont mises d'accord en matière de désarmement.

Nous estimons donc que nous devrions appliquer ici le proverbe bien connu qui dit que le mieux est l'ennemi du bien, encore que bien entendu, cela ne devrait entraîner le sacrifice d'aucun élément mettant en jeu des questions de principe. Ainsi, par exemple, nous jugeons indispensable qu'il soit bien précisé dans le texte de la Convention qu'aucune de ses dispositions ne pourra être interprétée comme portant atteinte aux engagements qui, touchant la limitation, la réduction et l'élimination des armes nucléaires, découlent de traités, conventions, protocoles ou autres instruments internationaux analogues, ainsi que de résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies approuvées par consensus.

Contrairement à ce que voulaient maintes délégations - et on se souviendra que la délégation mexicaine l'a demandé avec une insistance spéciale depuis que s'est ouverte, le 3 février dernier, la présente session - il n'a malheureusement pas été possible, si paradoxal que cela soit, de créer un groupe de travail spécial pour chacun des points 1 et 2 qui, apparemment, devraient recevoir la plus haute priorité dans nos travaux.

Sur le premier de ces points, l'opposition à la création d'un groupe se réduit, à ce qu'il semble, aux objections des deux puissances nucléaires. C'est pourquoi nous partageons pleinement l'opinion du Groupe des 21 sur cette question, opinion exposée dans le document de travail dont il a été donné lecture aujourd'hui et dont, entre autres choses, je lirai le passage ci-après :

(M. Garcia Robles, Mexique)

"Le Groupe des 21 est persuadé que le Comité du désarmement a le droit de connaître sans plus tarder les raisons spécifiques qui ont empêché jusqu'à présent les trois Etats dotés d'armes nucléaires, qui mènent entre eux des négociations distinctes depuis quatre ans, de répondre aux appels répétés et pressants de l'Assemblée générale leur demandant d'accélérer ces négociations 'afin de les mener d'urgence à une issue positive' et d'en communiquer les résultats au Comité du désarmement."

Pour ce qui est du second point, intitulé "cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire" bien qu'il ait été impossible, comme dans le cas du premier point, de parvenir à un consensus pour créer un groupe de travail spécial, les discussions officielles hebdomadaires ont prouvé le bien-fondé de la position défendue depuis le début par de nombreuses délégations, dont la délégation mexicaine, et énoncée dans la déclaration du Groupe des 21, dont le distingué représentant de l'Algérie a donné lecture ici même la semaine dernière en sa qualité de coordonnateur du Groupe. Après le passage que je viens de citer, le Groupe des 21 a réitéré sa conviction que "des mesures de désarmement nucléaire présentent une importance vitale pour toutes les nations, nucléaires et non nucléaires, car l'existence d'armes nucléaires dans les arsenaux d'une poignée de puissances met directement et fondamentalement en danger la sécurité du monde entier". Il a ensuite ajouté :

"Le Groupe des 21 est en outre convaincu, à l'issue des discussions, que les doctrines de la dissuasion nucléaire, loin d'être crédibles du maintien de la paix et de la sécurité internationales, sont la cause profonde de l'escalade qui se poursuit dans le développement quantitatif et qualitatif des armements nucléaires et qu'elles conduisent à une insécurité et à une instabilité accrues dans les relations internationales. De plus, ces doctrines, qui impliquent en dernière analyse que l'on est prêt à utiliser des armes nucléaires, ne peuvent constituer une base pour empêcher le déclenchement d'une guerre nucléaire, une guerre qui affecterait aussi bien les non-belligérants que les belligérants. L'accumulation concurrentielle d'armements nucléaires par les Etats dotés d'armes nucléaires ne saurait se justifier par l'argument selon lequel cette accumulation serait indispensable pour la sécurité de ces Etats. Cet argument est manifestement erroné puisque l'accroissement des arsenaux nucléaires, loin de contribuer à renforcer la sécurité de tous les Etats, l'affaiblit au contraire, et augmente le risque de déclenchement d'une guerre nucléaire. Le Groupe des 21 refuse en outre comme politiquement et moralement injustifiable que la sécurité du monde entier doive dépendre de l'état des relations existant entre les Etats dotés d'armes nucléaires."

Les raisons que je viens de mentionner, et qui ont été exposées de façon si nette par le Groupe des 21, font espérer à ma délégation que, lorsque le Comité du désarmement reprendra ses travaux en juin prochain, il lui sera finalement possible de créer des groupes de travail pour les deux premières questions inscrites à l'ordre du jour, questions dont l'Assemblée générale des Nations Unies et le Comité lui-même ont reconnu maintes fois qu'elles étaient hautement prioritaires.

Le PRESIDENT (République fédérale d'Allemagne) (traduit de l'anglais) : Je remercie le distingué représentant du Mexique, M. l'Ambassadeur García Robles, pour sa déclaration, qu'il a faite également en sa qualité de Président du Groupe de travail sur le programme global de désarmement. Je le remercie aussi des aimables paroles qu'il a adressées à la présidence.

M. KOMIVES (Hongrie) (traduit de l'anglais) : J'ai l'honneur de prononcer une déclaration au nom d'un groupe de pays socialistes sur les résultats de la première partie de la session de 1981 du Comité du désarmement.

(H. Kőmives, Hongrie)

Cette année les travaux du Comité du désarmement se sont déroulés pendant une période marquante. Le XXVIème Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique a été un événement de dimension historique. Le Congrès a présenté un programme vaste et varié pour revigorer la situation internationale, programme qui comprend une large gamme d'idées et d'initiatives constructives fort importantes pour la cause de la paix. Ces grandes idées et initiatives nouvelles s'inscrivent fondamentalement dans la suite du Programme pour la paix présenté par les XXIVème et XXVème Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique concernant les problèmes les plus actuels des relations internationales de notre temps. Parmi elles, la première place revient aux propositions visant à maîtriser la course aux armements et à promouvoir le désarmement, c'est-à-dire aux propositions touchant aux problèmes clefs de la vie internationale d'aujourd'hui. Ces initiatives sont concrètes et réalistes et elles couvrent les principaux aspects et orientations de la détente militaire.

L'application du programme proposé au Congrès ouvrirait la voie au règlement des questions internationales les plus aiguës et qui sont depuis longtemps mûres pour une solution, ainsi qu'à l'instauration d'un climat de confiance mutuelle et de coopération pacifique entre les Etats dans l'intérêt de la paix et de la sécurité de tous les peuples. Tout cela contribuerait sans aucun doute à un travail productif du Comité du désarmement et aurait les répercussions les plus favorables pour l'accomplissement des tâches délicates et importantes qui sont les siennes.

Des congrès de partis communistes fort importants sur le plan international ont également eu lieu en Bulgarie, en République démocratique allemande et en Tchécoslovaquie. Les décisions adoptées par tous ces congrès, de même que les décisions prises par les congrès précédents d'autres Etats socialistes frères, témoignent de façon convaincante de l'allégeance inébranlable des pays de la communauté socialiste aux nobles idéaux de la paix, de la détente et du désarmement. Cette orientation de la politique extérieure des pays socialistes revêt un caractère à long terme et n'est pas sensible aux fluctuations du moment.

Nombre des propositions sur le désarmement présentées à ces congrès ont des incidences très directes pour les activités du Comité. Au cours de la présente session, les délégations des pays socialistes ont appelé l'attention des participants aux négociations sur les décisions des congrès concernant les questions de désarmement; elles ont expliqué en détail leur teneur et ont souligné l'importance de ces décisions pour l'accomplissement des tâches qui incombent au Comité. Nous notons avec satisfaction que de nombreuses délégations au Comité - reflétant la très vive réaction suscitée dans le monde par les travaux des congrès - ont montré un vif intérêt à l'égard des délibérations de ces congrès.

Un fait incontestablement positif cette année est que la session du Comité s'est bien engagée et s'est, dans l'ensemble, déroulée de façon sérieuse et constructive. Les tentatives faites par certaines délégations pour empoisonner le climat des négociations et introduire dans les travaux du Comité des questions sans rapport avec ses activités n'ont pas donné les résultats escomptés. Il est essentiel de préserver, à l'avenir également, cette tendance sérieuse dans les travaux du Comité ainsi que le ton constructif des débats.

Sur presque toutes les questions inscrites à l'ordre du jour du Comité, les Etats socialistes ont présenté des propositions concrètes et réalistes que leur dictait le souci sincère de faire avancer le règlement des questions de désarmement les plus importantes et depuis longtemps mûres pour une solution. A cette fin les délégations des pays socialistes ont cherché à assigner, dans les travaux du Comité,

(II. Kömives, Hongrie)

la plus haute priorité à ces questions qui sont d'une importance primordiale pour maîtriser la course aux armements, approfondir la détente et délivrer l'humanité de la menace d'une guerre nucléaire.

Partant de la conviction que ce sont les armes nucléaires qui constituent le plus grave danger pour la survie de l'humanité, les délégations des pays socialistes ont systématiquement préconisé, tout comme aux précédentes sessions du Comité, un examen à titre hautement prioritaire des questions liées à la cessation de la course aux armements nucléaires et au désarmement nucléaire. Dès le mois de février 1979, les pays socialistes ont pris à propos de cette question une initiative qui a été largement appréciée. Afin de préparer des négociations sur la cessation de la course aux armements nucléaires, les pays socialistes ont proposé de tenir des consultations dans le cadre du Comité du désarmement. Ils ont également appuyé la proposition de créer un groupe de travail spécial. Les pays socialistes estiment qu'il est nécessaire, en tout premier lieu, de déterminer une série de questions à examiner et de résoudre les problèmes liés à l'aspect organisationnel des négociations. De l'avis des pays socialistes, les négociations doivent porter sur l'arrêt de la fabrication de tous les types d'armes nucléaires et sur la réduction graduelle de leurs stocks jusqu'à leur destruction complète.

Les pays socialistes attachent une importance considérable à la conclusion d'un traité sur l'interdiction générale et complète des essais d'armes nucléaires. Ils pensent que le Comité devrait jouer un rôle actif dans l'accomplissement de cette tâche et ils appuient la proposition de créer un groupe de travail spécial sur cette question dans le cadre du Comité, à condition que toutes les puissances nucléaires y participent.

Les pays socialistes continuent d'attacher une grande importance aux négociations trilatérales sur cette question. Ils sont d'avis que l'examen du problème de l'interdiction des essais nucléaires au sein du Comité ne doit pas gêner le déroulement de ces négociations. La principale raison pour laquelle le traité n'a pas encore été conclu est le manque de volonté politique de la part des Etats-Unis et du Royaume-Uni.

Compte tenu de l'importance et de l'urgence du problème de la non-implantation d'armes nucléaires sur le territoire des Etats où il n'y en a pas à l'heure actuelle, les pays socialistes ont présenté une proposition tendant à créer un groupe de travail spécial en la matière.

En égard à la situation qui s'est créée au Comité où, en raison de l'absence d'un consensus, il n'a pas été créé de groupes de travail pour les points 1 et 2 de l'ordre du jour du Comité, les pays socialistes, désireux de voir entreprendre dans les meilleurs délais des négociations sérieuses sur le fond des problèmes relatifs à la cessation de la course aux armements nucléaires et au désarmement nucléaire, ainsi que sur l'interdiction générale et complète des essais d'armes nucléaires, ont appuyé la proposition de tenir des réunions officielles au Comité du désarmement. Tout en estimant que la tenue de ces réunions ne saurait remplacer la création de groupes de travail appropriés, les auteurs de la présente déclaration partagent l'opinion quant à l'utilité de cette modalité de travail au sein du Comité du désarmement.

Les actifs échanges de vues qui ont eu lieu au cours des réunions officielles ont démontré une fois de plus, d'une manière très convaincante, le désir qui anime l'énorme majorité des délégations de voir le Comité du désarmement apporter une contribution concrète et substantielle à la réalisation du désarmement nucléaire et de l'arrêt de tous les essais d'armes nucléaires.

(M. Kőmives, Hongrie)

Les pays socialistes estiment qu'il est impératif et souhaitable de poursuivre, à la session d'été du Comité, l'examen des questions liées à la cessation de la course aux armements nucléaires et au désarmement nucléaire, y compris celle de la non-implantation d'armes nucléaires sur le territoire des Etats où il n'y en a pas à l'heure actuelle, ainsi que de la question de l'interdiction générale et complète des essais d'armes nucléaires. Une base appropriée pour ces discussions pourrait être trouvée dans les Considérations d'un groupe de pays socialistes (CD/162), ainsi que dans les propositions du Groupe des 21.

Les pays socialistes attachent beaucoup d'importance au problème du renforcement des garanties de sécurité pour les Etats non dotés d'armes nucléaires.

Ils pensent que l'un des moyens les plus efficaces de renforcer les garanties de sécurité pour les Etats non dotés d'armes nucléaires consisterait à conclure une convention internationale appropriée. Toutefois, conscients de la position négative adoptée par certains Etats à cet égard et demeurant en même temps des partisans résolus de l'idée d'une convention internationale, les pays socialistes ont également fait savoir qu'ils étaient prêts à examiner une autre solution possible au problème, à condition qu'une approche analogue soit adoptée par tous les Etats dotés d'armes nucléaires. En particulier, ils ont suggéré que tous les Etats dotés d'armes nucléaires fassent des déclarations identiques ou similaires en substance concernant la non-utilisation d'armes nucléaires contre des Etats non dotés d'armes nucléaires n'ayant pas de telles armes sur leur territoire. Ces déclarations, si elles répondaient à l'objectif susmentionné, pourraient être étayées par une décision faisant autorité du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies.

Les pays socialistes ont proposé que les travaux du Groupe de travail spécial sur les garanties de sécurité soient organisés sur une base constructive et réaliste et que l'on examine dans un esprit pratique la possibilité d'élaborer une approche commune des parties aux négociations, y compris tous les Etats dotés d'armes nucléaires. Les débats qui se sont déroulés au Groupe de travail spécial ont contribué à clarifier davantage les positions des Etats et ont donné l'occasion d'entendre quelques observations intéressantes sur le contenu des garanties de sécurité quant au fond.

Les délégations des pays socialistes continuent de penser que le problème du renforcement des garanties de sécurité pour les Etats non dotés d'armes nucléaires conserve son importance dans l'ordre du jour du Comité du désarmement et elles sont déterminées à n'épargner aucun effort pour faire en sorte que cette tâche hautement prioritaire soit accomplie d'une manière efficace.

De l'avis des délégations des pays socialistes, une orientation importante des travaux du Comité a été et continue d'être l'interdiction des nouveaux types et systèmes d'armes de destruction massive. Cette question, comme tous les autres points de l'ordre du jour du Comité, devrait être examinée en faisant appel à des structures organisationnelles appropriées. Nous nous félicitons que de nombreuses délégations au Comité reconnaissent de plus en plus les avantages d'un examen compétent de cette question par un groupe d'experts. Le mandat d'un tel groupe pourrait être défini à des réunions officieuses du Comité du désarmement avec la participation d'experts, pendant la phase estivale de la session actuelle, comme l'a proposé la délégation hongroise dans son document de travail CD/174.

(M. Kömives, Hongrie)

De l'avis des délégations des pays socialistes, pendant la phase printanière de la session du Comité du désarmement, il s'est présenté des possibilités réelles d'aboutir à un accord sur le texte d'un traité sur l'interdiction des armes radiologiques. Force est malheureusement de constater que si le Groupe de travail spécial chargé d'étudier cette question est bien parvenu à rapprocher quelque peu les positions des parties aux négociations, l'Accord n'a pu encore se faire sur les articles fondamentaux d'un traité. Les délégations des pays socialistes entendent poursuivre avec persévérance leur travail pour parvenir au plus tôt à un accord définitif sur le texte d'un traité, l'importance de la conclusion duquel est soulignée à la fois dans le Document final de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement et dans de nombreuses résolutions adoptées par l'Assemblée générale.

Les pays socialistes condamnent résolument la réactivation des plans de fabrication et de déploiement d'armes à neutrons en Europe occidentale. La réalisation de ces plans augmenterait sérieusement le danger d'une guerre nucléaire et ce n'est pas fortuitement qu'une très grande proportion de l'opinion publique mondiale soit opposée à ces armes.

Il est significatif également que des voix de protestation contre les plans de fabrication et de déploiement d'armes à neutrons dans les pays d'Europe occidentale se soient élevées aussi au sein du Comité du désarmement. Tout ce qui précède souligne une fois de plus l'urgence de l'appel d'interdire les armes à neutrons à l'échelon international sur une base contractuelle, comme les pays socialistes l'ont lancé en mars 1978.

Pendant l'étude des questions liées à l'interdiction des armes chimiques, les pays socialistes ont orienté leurs efforts vers la recherche d'approches à la solution de ce problème qui seraient susceptibles d'être couronnées de succès. En particulier, ils ont exprimé leurs vues sur la question de l'interdiction aux termes de la future convention dans des documents de travail présentés dans le cadre du groupe de travail spécial compétent.

Les pays socialistes notent avec satisfaction que l'on a étudié sérieusement de nombreux aspects du problème de l'interdiction des armes chimiques et de la détermination des approches les plus voisines à quelques-uns de ces aspects. Nous partageons l'opinion des délégations qui estiment que la reprise des entretiens américano-soviétiques sur cette question faciliterait l'élaboration rapide d'une convention interdisant les armes chimiques.

Les pays socialistes sont fermement décidés à continuer d'agir dans l'esprit de la résolution 35/144 B adoptée à la trente-cinquième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, dans laquelle l'Assemblée invitait les Etats à déployer un maximum d'efforts pour mener le plus rapidement possible à bonne fin les négociations sur l'interdiction des armes chimiques et sur leur destruction.

Les délégations des pays socialistes ont participé activement à l'examen de la question d'un programme global de désarmement. Elles estiment que ce programme peut jouer un rôle important pour encourager des négociations sur le désarmement. Il importe qu'en élaborant un programme global de désarmement tous les Etats se conforment strictement aux dispositions du Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement, du rapport de la Commission du désarmement et de la Déclaration faisant des années 1980 la deuxième Décennie du désarmement.

(M. Kőmives, Hongrie)

Ce programme sera viable s'il se fonde sur le principe d'une sécurité non diminuée de toutes les parties. Le groupe des pays socialistes a l'intention de poursuivre sa coopération constructive avec tous les membres du Comité du désarmement pour élaborer ce document.

Pendant la phase estivale de la session du Comité, les négociations devront se poursuivre sur les points de l'ordre du jour. Il s'agira d'une période particulièrement importante, étant donné que la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement doit se tenir en 1982. Il est parfaitement évident que le jugement porté à la session extraordinaire sur les activités du Comité dépendra de la volonté politique dont auront fait preuve les participants aux négociations et de l'empressement avec lequel ils se seront efforcés d'aboutir à des accords concrets dans le domaine du désarmement.

Pour leur part, les Etats socialistes, s'inspirant des décisions des congrès des partis communistes et des décisions pertinentes du Comité consultatif politique des Etats parties au Traité de Varsovie, continueront de déployer tous leurs efforts en vue de contribuer au travail productif du Comité, à la solution des problèmes liés à la maîtrise de la course aux armements et au désarmement, ainsi qu'à la consolidation de la paix et de la sécurité internationales.

Je voudrais vous demander de bien vouloir distribuer cette déclaration comme document officiel du Comité du désarmement.

Pour conclure mon intervention, j'aimerais au nom des délégations dont je suis l'interprète, vous exprimer notre reconnaissance et nos remerciements pour la façon dont vous avez guidé nos travaux pendant le mois d'avril en maintenant une orientation constructive dans les débats suivant la tradition établie par vos distingués prédécesseurs.

Le PRÉSIDENT (République fédérale d'Allemagne) (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la Hongrie, M. l'Ambassadeur Kőmives, de la déclaration qu'il a faite au nom d'un groupe de pays socialistes. Je le remercie aussi des aimables paroles qu'il a adressées à la présidence.

M. de SOUZA e SILVA (Brésil) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, je voudrais faire part au Comité de quelques réflexions sur les travaux accomplis par cet organe multilatéral de négociation pendant la première moitié de sa session de 1981, et formuler des considérations d'ordre général sur la direction que nous semblons prendre.

S'il existe des motifs de satisfaction, il n'y a cependant pas lieu d'être enthousiaste. Le distingué représentant du Canada a relevé, jeudi dernier, la "volonté générale de se mettre au travail". Dans certains domaines, comme ceux des armes chimiques, du programme global de désarmement et des armes radiologiques, nous nous sommes mis au travail et nous avons réalisé quelques progrès, bien que ceux-ci soient lents et parfois incertains. Les débats sur la question des garanties de sécurité négatives ont éclairé certains points théoriques importants ainsi que les raisons profondes pour lesquelles la situation actuelle est insatisfaisante pour la plupart des Etats. Il faudra du temps et de la patience pour que les négociations et les discussions sur ces quatre questions donnent des résultats pratiques. Ma délégation estime, toutefois, que l'expérience acquise au sein des quatre groupes de travail a montré que la création d'organes subsidiaires auxquels sont assignés des mandats de négociation clairement définis constitue le meilleur moyen d'avancer dans les tâches qui ont été confiées au Comité.

(Il. de Souza e Silva, Brésil)

Il faut aussi porter au crédit de la volonté générale de se mettre au travail le fait que l'on a sagement évité, au cours de la session de printemps, d'entrer dans des débats stériles sur un certain nombre de points prêtant à controverse et qui, bien que soulevant de très importantes questions de principe pour les délégations concernées, ne peuvent être résolus dans le cadre de notre mandat. Nous respectons les positions nationales en jeu et sommes reconnaissants de ce que l'on n'ait pas laissé la controverse sur ces questions devenir une pierre d'achoppement pour notre débat sur le fond. Bien qu'il y ait eu une certaine tendance à traiter les questions de ce genre de questions de procédure, je crois que nous admettons tous que des considérations plus profondes de politique nationale sont au coeur du problème. Nous devrions tous reconnaître que la retenue et l'esprit de conciliation dont ont fait preuve la plupart des délégations intéressées témoignent de leur réel souci de permettre à notre Comité de s'acquitter de ses fonctions de la manière la plus pratique possible.

Comme II. l'Ambassadeur McPhail l'a souligné dans la déclaration dont je viens de parler, l'autorité du Comité du désarmement, et en fait son existence même, dépendront des résultats obtenus. Nous sommes tous d'accord sur la nécessité d'obtenir des résultats, mais nos avis peuvent différer sur les moyens les plus adéquats d'organiser pour cela nos débats. A cet égard, les débats de procédure et la recherche de la meilleure structure pour nos travaux sont importants, et même indispensables. Les problèmes dont le Comité doit traiter sont vastes, complexes et délicats et ils touchent à des questions d'un intérêt vital pour tous les États. Nous devons conduire nos travaux selon une procédure rationnelle, afin de nous assurer la meilleure base possible pour avancer sur le fond.

Je crois qu'un exemple illustrera ce point. Pour la première fois dans l'histoire du Comité et des organes qui l'ont précédé, nous avons eu la possibilité d'engager un échange de vues officieux et ouvert sur les deux plus importantes questions de notre ordre du jour, à savoir l'interdiction des essais d'armes nucléaires, et la cessation de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire. Malgré les circonstances que nous a expliquées l'une des délégations les plus directement intéressées et qui ont empêché une discussion plus valable sur les questions théoriques en jeu, ma délégation est d'avis que l'évaluation de ces quatre réunions officieuses doit être positive. Malheureusement, nous ne disposons pas d'un cadre clairement défini qui nous aurait permis de clarifier les concepts et les positions. Etant donné la nature du compromis qui a rendu possible cet échange de vues, nous risquons maintenant de perdre la possibilité d'aller de l'avant dans l'examen de ces deux questions prioritaires. Ma délégation est fermement convaincue que la détermination collective des membres du Comité peut et doit être utilisée de manière constructive pour permettre des progrès. On nous a assurés que les avis et préoccupations exprimés ici sont dûment pris en considération par les responsables des politiques qui, à bien des égards, sont la clef de la sécurité et de la survie de l'ensemble du monde. Nous espérons sincèrement que cela aura, dès le début de la seconde partie de la session de 1981, des incidences concrètes et positives sur le travail de notre Comité.

Cela m'amène à la question de la volonté politique. En politique, la perception joue un rôle important. La volonté des États, dans leurs relations multilatérales, telle qu'elle se traduit dans leur politique, est inévitablement fondée sur leur perception de l'intérêt national et des réalités contemporaines.

(M. de Souza e Silva, Brésil)

Ma délégation espère que le débat qui a eu lieu ici de février à la fin avril aura démontré indiscutablement que les réalités contemporaines ne se limitent pas aux rapports entre les superpuissances. Lorsque nous entendons certains dire que le climat international doit être pris en considération dans les négociations sur le désarmement, nous ne pouvons qu'acquiescer. Mais, la notion de climat international est beaucoup plus large qu'ils ne veulent l'admettre. En effet, l'inquiétude qu'inspirent à la plupart des Etats les tendances actuelles de la course aux armements nucléaires et l'indifférence apparente des puissances nucléaires face à cette inquiétude sont aussi des composantes, et même très importantes, du climat international. Mises à part les répercussions de la rivalité des superpuissances à travers le monde, en particulier dans les régions où l'affrontement de ces deux puissances est actif ou latent, une bonne partie du reste de la planète pourrait vivre sans les tensions et les craintes que ces rivalités engendrent. Si le "réalisme" suppose l'impossibilité de déployer de sérieux efforts sur le plan multilatéral et accentue plutôt la rivalité et la concurrence, il nie les principes mêmes sur lesquels est fondée l'existence de l'ONU et de notre Comité. On nous a rappelé à maintes reprises, au cours de la première partie de la présente session, que le Comité du désarmement doit se concentrer sur ce qui est "possible". Mais ce qui nous est présenté comme possible, ce sont des mesures qui ne mettront pas un frein à la course aux armements, en particulier dans le domaine nucléaire. On nous parle des conséquences effroyables de la prolifération horizontale des armes nucléaires, mais ceux où se poursuit la prolifération verticale ne semblent pas pressés de remplir les engagements qu'ils ont pris et qui avaient un caractère à la fois déclaratoire et juridiquement contraignant. Les résolutions adoptées par l'Assemblée générale dans le domaine du désarmement, et en particulier le Document final de la première session extraordinaire consacrée au désarmement, sont l'expression politique de ces engagements. Leur rappel au Comité du désarmement ne devrait pas être considéré comme une démarche inopportune, mais simplement comme la réaffirmation des objectifs que nous avons tous accepté de poursuivre. Réduire la portée des obligations et des responsabilités énoncées dans le Document final et le champ de ce qui est considéré comme "possible" constitue, en fait, un pas en arrière, qui pourrait finalement saper la crédibilité et l'autorité du Comité du désarmement.

Manifestement, la volonté politique n'est pas un phénomène unilatéral, et des appels abstraits ne produiront pas de résultats. Pendant la première partie de la présente session du Comité du désarmement, ma délégation, tout comme de nombreuses autres, s'est efforcée de justifier des mesures urgentes de désarmement nucléaire, non seulement parce que tous les membres du Comité ont solennellement admis que de telles mesures étaient effectivement urgentes, mais aussi parce qu'elles sont dans l'intérêt de la communauté mondiale où, pour employer une expression souvent utilisée, parce que les intérêts vitaux de chaque pays du monde sont en jeu. Dans l'équation stratégique nucléaire, il ne s'agit pas de rivalités de clocher. Que cela nous plaise ou non, tous les pays ont des intérêts vitaux à défendre en matière de sécurité, car l'existence des armes nucléaires rend le monde entier peu sûr. Si l'on veut être "réaliste", il faut tenir compte de ces considérations, de même que des relations bilatérales qui ont engendré la situation actuelle. Tant que l'on ne comprend pas la signification réelle de ces idées et de ces concepts, tant que l'on ne voit pas qu'elles sont l'expression légitime de la préoccupation de l'humanité en général et de chaque Etat en particulier concernant leur sécurité et leur survie, le mécanisme multilatéral des négociations sur le désarmement ne sortira pas du cercle vicieux du "possible" et du "réaliste".

(M. de Souza e Silva, Brésil)

Ma délégation ose espérer que la première partie de la session de 1981 du Comité du désarmement aura marqué un pas en avant dans cette direction conceptuelle et que le très important débat sur l'interdiction des essais nucléaires et sur le désarmement nucléaire aura une certaine incidence sur la volonté politique et, partant, sur les politiques de tous les membres du Comité, en particulier sur celle des puissances nucléaires et des membres des deux principales alliances militaires. Nous espérons en outre que cette tendance, que nous jugeons positive, continuera de se développer au cours de la seconde moitié de la présente session. Si ces espoirs se concrétisent, nous pourrions en fait considérer comme positifs les résultats de ces dernières semaines. Dans le cas contraire, la préoccupation de la communauté internationale pourrait rapidement se transformer en alarme.

M. ISSRAILYAN (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : Le représentant de la Hongrie, M. Kőmiveš, a présenté aujourd'hui au nom du groupe des pays socialistes un document dans lequel les pays socialistes procèdent à une évaluation générale détaillée des résultats de la phase de printemps de la session de 1981 du Comité du désarmement.

La délégation soviétique a pris la parole avant tout pour remercier les délégations qui ont manifesté de l'intérêt pour les travaux du XXVIème Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique et pour les nouvelles initiatives présentées au Congrès par L.I. Brejnev, en vue de l'adoption de mesures concrètes de désarmement. Au cours de la présente session nous avons poursuivi nos efforts en vue de l'obtention aussi rapide que possible d'un accord sur toutes les questions examinées au Comité, et cela est examiné en détail dans le document distribué au Comité au nom des pays socialistes.

En ce qui concerne les entretiens sur des mesures concrètes de désarmement qui se déroulent au sein des groupes de travail du Comité, la délégation soviétique s'est efforcée de favoriser la réalisation aussi rapide que possible des objectifs reflétés dans les mandats des groupes en question. À notre avis, si l'on s'attaque au problème sous l'angle du réalisme politique, il serait possible d'aller beaucoup plus loin dans la recherche d'une solution aux questions d'interdiction des armes nucléaires, chimiques, radiologiques et d'autres types nouveaux d'armes de destruction massive, ainsi qu'en matière de renforcement des garanties de sécurité négatives. La démarche d'ensemble suivie par les pays socialistes en ce qui concerne ces questions est reflétée en détail dans le document susmentionné. Je voudrais dire quelques mots quant à l'organisation des travaux du Comité. M. McPhail, représentant du Canada, M. Walker, représentant de l'Australie, et M. de Souza e Silva, représentant du Brésil, qui ont pris la parole avant moi, ont déjà entrepris des discussions tout à fait sérieuses à ce sujet.

On entend assez souvent critiquer les travaux effectués par le Comité pendant la période des années 60-70, avant l'élargissement du Comité intervenu en 1979. Mais il s'est écoulé plus de deux ans depuis lors, et aucune mesure concrète de désarmement n'est venue s'ajouter à celles qui avaient été adoptées d'un commun accord au cours des années 60-70.

Qu'est-ce à dire ? Les modifications apportées au Comité auraient-elles été insuffisantes ? Le nombre des pays représentés - 40 en tout - serait-il insuffisant ? La capacité d'imagination des membres du Comité serait-elle épuisée et ne verraient-ils pas quel type d'arme ils pourraient interdire dans un avenir prévisible ? Y aurait-il des insuffisances du point de vue des services fournis par le secrétariat sur le plan technique ?

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Ce n'est naturellement pas de cela qu'il s'agit. Beaucoup de modifications ont été apportées aux travaux du Comité, qui continue de perfectionner ses méthodes de travail. Le recours en pratique aux réunions officieuses, aux consultations organisées par le Président du Comité, la concentration des entretiens sur le désarmement dans les groupes de travail spéciaux, tout cela constitue un appui important qui doit permettre un travail productif. Le nombre des membres du Comité - 40 Etats - n'est pas si faible. D'autant plus que les délégations en question représentent tous les groupes principaux d'Etats du monde. Et le fait qu'ici, au Comité, les pays socialistes et les pays occidentaux soient représentés sur une base d'égalité et qu'un groupe compétent de pays non alignés et neutres participent à nos travaux, tout cela crée les conditions indispensables à l'adoption de mesures reflétant fidèlement les espoirs de la communauté mondiale. Il est important que nous poursuivions nos travaux sur la base du consensus. Bien entendu, il est complètement déplacé d'introduire dans le vocabulaire du Comité des termes tels que "majorité" ou "minorité" de délégations, "un grand nombre" ou "un petit nombre" de délégations. Cela ne favorise pas les travaux du Comité.

De nombreux représentants de pays non membres du Comité participent aussi à nos séances, ce qui donne naturellement plus de résonance et d'autorité aux travaux du Comité. Nous pouvons dire de façon tout à fait fondée que près de 50 Etats ont participé à la phase de printemps de la présente session du Comité.

L'imagination ne fait pas non plus défaut aux membres du Comité. Au cours des entretiens il y a eu d'assez nombreuses propositions, tout à fait actuelles, qui attendent une solution, et de nouvelles propositions semblables ont été présentées dans les déclarations faites par les représentants de nombreux Etats.

Dans l'ensemble, les choses ne se présentent pas mal non plus en ce qui concerne les services fournis par le Comité sur le plan technique. Nous sommes aidés par des spécialistes de haut niveau du secrétariat et à cette occasion, je souhaiterais les remercier au nom de la délégation soviétique.

Naturellement, la raison principale de notre incapacité à obtenir des résultats dignes d'être évalués comme une contribution nouvelle à l'ensemble des réalisations de l'humanité en matière de désarmement réside dans le fait que les partisans du renforcement de la tension internationale ont relevé la tête et adopté dans leurs activités une attitude de confrontation.

Nous n'évoquerons pas la volonté politique et l'importance de ce facteur dans les négociations, parce que cela a été fait maintes fois par plusieurs représentants dans leurs interventions. Aujourd'hui, le représentant du Brésil a évoqué ce thème et nous partageons son point de vue en grande partie.

Je voudrais simplement dire qu'il est difficile de s'attendre à des résultats satisfaisants dans la lutte contre la course aux armements à un moment où l'on voit prendre des décisions visant à accélérer cette course et à ralentir l'application des accords auxquels on est déjà parvenu.

Si l'on ne surmonte pas ces tendances négatives de la situation internationale, apparues ces derniers temps, on peut difficilement s'attendre qu'il se produise des progrès concrets importants dans les travaux du Comité.

Mais dans la situation difficile où nous nous trouvons, il serait possible, en mobilisant les volontés des membres du Comité, d'utiliser efficacement les possibilités dont nous disposons dans le cadre du Comité.

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Chaque fois que nous abordons une nouvelle session, nous entendons dans la plupart des cas l'orateur exprimer le souhait que l'on recherche sans délai une solution aux problèmes de désarmement les plus urgents. Les dépenses militaires engloutissent, tel le feu, les moyens qui auraient pu être consacrés à des besoins pacifiques. Certains voudraient consacrer en holocauste au dieu de la guerre toutes les nouvelles réalisations de la science et de la technique, et les propagandistes de nouvelles théories de l'équilibre de la terreur attisent le feu de plus en plus. Comment le Comité combat-il cet incendie? Peut-être, localisant habilement les foyers, les noie-t-il d'un jet puissant? Non. En réalité, il semble plutôt que nous nous efforcions d'éteindre le feu en déversant le contenu de nos seaux une fois par semaine, selon le rythme d'activité des groupes de travail et, en arrosant tel ou tel foyer d'incendie.

A ce sujet, je voudrais attirer l'attention de mes collègues sur les faits suivants : en dépit du caractère urgent et prioritaire des problèmes du désarmement, en dépit des appels de la communauté mondiale pour activer les entretiens sur le désarmement, qui s'expriment notamment dans les lettres adressées au Comité, et dont certaines nous ont été lues par M. Jaipal. Le Comité du désarmement siège en moyenne 20 semaines sur les 52 semaines que compte l'année, mais il consacre aux négociations dont il est spécifiquement chargé, une période nettement plus courte, de 10 à 12 semaines. Ne consacrons-nous pas, Messieurs, trop peu de temps aux négociations, compte tenu de l'urgence des problèmes? Ce qui inquiète particulièrement la délégation soviétique, c'est la tendance à réduire la durée des travaux du Comité. Pour en fournir des preuves, je dirai qu'en 1979 le Comité a siégé pendant 21 semaines, en 1980, 19 semaines, quant à la phase de printemps de la session du Comité pour 1981, c'est jusqu'ici la plus courte de toutes, puisqu'elle aura duré deux semaines de moins que la session de 1979 et deux jours de moins que la session de printemps de 1980. Qu'est-ce que cela signifie, Messieurs? Comment expliquer cette tendance? Nous devons en rendre compte à la communauté internationale. Notre travail est trop souvent interrompu pour des raisons d'organisation, que les représentants du Canada, de l'Australie et du Brésil ont déjà évoquées. Disons-le franchement, nous perdons notre temps à examiner toutes sortes de questions secondaires, ou à tenir des débats de procédure prolongés et vides de substance. Tout cela entrave considérablement le progrès des négociations sur le désarmement, même dans la situation actuelle. Nous devons éliminer résolument ces défauts dans l'organisation de nos travaux.

Il nous semble que la procédure et le règlement intérieur devraient nous permettre de remédier à ces défauts. Cela dépend en grande partie de nous, des délégations présentes au Comité. La délégation soviétique propose d'étudier spécialement toutes ces questions pendant la phase d'été de la session, en particulier à la lumière de la discussion sur le point de l'ordre du jour relatif à l'étude des méthodes d'examen de la composition du Comité.

La délégation soviétique a de nombreuses observations concrètes à faire au sujet du renforcement de l'efficacité des travaux du Comité. Ces observations concernent la durée des travaux du Comité, organe de négociation multilatérale. Nous avons des observations à faire quant au niveau auquel les Etats sont représentés au Comité et aux mesures destinées à renforcer l'efficacité des discussions au sein des groupes de travail spéciaux. Nous énoncerons ces considérations en détail pendant la phase d'été de notre session de cette année. Nous demandons aussi aux autres délégations de réfléchir à ces questions.

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

La délégation de l'Union soviétique est prête à collaborer activement avec tous les membres de notre organe multilatéral de négociation sur les questions de désarmement. Nous avons entre nos mains un instrument sûr qui nous permettra de diriger efficacement notre marche vers de nouveaux résultats importants dans le domaine de la limitation de la course aux armements et du désarmement. Il s'agit de la décision récemment prise par le XXVIème Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, et nous sommes sûrs que les travaux constructifs du Comité du désarmement permettront de concrétiser les initiatives présentées au Congrès.

En conclusion, Monsieur le Président, je voudrais vous remercier pour la façon efficace dont vous avez mené les travaux du Comité au mois d'avril et je voudrais profiter de l'occasion pour remercier de leur contribution importante aux travaux du Comité les représentants des groupes de travail, M. Kõmives, représentant de la République populaire de Hongrie, M. García Robles, représentant du Mexique, M. Lidgard, représentant de la Suède et M. Ciarrapico, représentant de l'Italie. En même temps, je voudrais adresser mes remerciements à toutes les délégations qui ont collaboré avec nous au cours de cette phase de printemps de notre session.

Le PRESIDENT (République fédérale d'Allemagne) (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de l'Union soviétique, M. l'Ambassadeur Issraelyan, de sa déclaration et des aimables paroles qu'il a adressées à la présidence ainsi qu'aux Présidents des Groupes de travail.

M. SIDIK (Indonésie) (traduit de l'anglais) : Alors que nous approchons de la fin de la première partie de la session de 1981 de notre Comité, je voudrais passer brièvement en revue les progrès réalisés au cours de ces derniers mois. Ce faisant, je voudrais me limiter à certains aspects qui, de l'avis de ma délégation, méritent particulièrement de retenir l'attention du Comité. Bien que des progrès aient été faits sur certains points, il est regrettable de constater que les négociations en cours sur les points 1 et 2 de l'ordre du jour, "Cessation de la course aux armements nucléaires" et "Désarmement nucléaire", n'ont pas abouti à la création de groupes de travail spéciaux correspondants, comme l'avait proposé le Groupe des 21 dès le début de la session de cette année. Bien que le représentant de l'Algérie ait fait connaître les vues du Groupe des 21 dans son intervention du 16 avril je voudrais, compte tenu de la priorité accordée à ces points, souligner une fois de plus qu'il faut nous attaquer d'urgence à cette question. D'autres délégations ont souligné cette nécessité dans des interventions éloquentes. Ma délégation espère très sincèrement qu'au début de la deuxième partie de la présente session, nous pourrons nous mettre d'accord sur la création de ces groupes de travail. Sinon, le Comité du désarmement ne sera probablement pas en mesure de présenter des résultats concrets à la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement qui doit se tenir en 1982, et qui sera certainement l'occasion d'évaluer les résultats du Comité du désarmement et de vérifier si son existence se justifie ou non.

Comme on le sait, la question du désarmement nucléaire préoccupe gravement la communauté internationale depuis la création de l'Organisation des Nations Unies. Ne pas tenir compte de cette préoccupation qui ne cesse de croître, et en particulier de l'inquiétude des Etats non dotés d'armes nucléaires devant les risques que font courir les armes nucléaires, revient à dénier à l'humanité le droit d'exister. Le droit de vivre en paix et dans la sécurité est en effet un droit fondamental de l'homme. L'accumulation des armes nucléaires atteint un tel niveau que l'équilibre militaire mondial

(M. Sidik, Indonésie)

devient extrêmement dangereux, et qu'un accident suffirait à faire disparaître toute trace de la civilisation mondiale. Cette situation est aggravée par l'évolution politique et militaire récente, qui relance la course aux armements nucléaires. On a dit et redit qu'une sécurité nationale qui se fonderait sur un accroissement de la puissance militaire et un renforcement continu, quantitatif et qualitatif, des arsenaux nucléaires, ne serait qu'une sécurité trompeuse. En effet, les autres Etats importants sur le plan militaire ne demeureraient certainement pas inactifs si l'armement de l'un d'entre eux leur semblait surpasser le leur. C'est pourquoi ma délégation continue d'estimer, avec de nombreuses autres, que le maintien de la paix et de la sécurité internationales ne devrait pas être fondé sur l'équilibre de la terreur, sur la parité des capacités nucléaires. En attendant un véritable désarmement nucléaire, qui seul peut dissiper la menace d'une guerre nucléaire, nous souhaiterions, pour commencer, l'arrêt de tous les essais d'armes nucléaires dans tous les milieux, l'arrêt de l'accumulation des armes nucléaires, la conclusion d'un accord SALT III sur de véritables mesures de désarmement et le non-recours aux armes nucléaires.

Soulignant l'importance de la phase générale du désarmement nucléaire, M. Gerard Smith, négociateur en chef des Etats-Unis lors des entretiens qui ont abouti aux accords SALT I, a déclaré dans le discours qu'il a prononcé le 17 décembre 1980 à la réunion annuelle de l'Arms Control Association : "Si l'on veut que l'humanité continue d'exister, il n'y a pas d'autre moyen que d'instaurer une limitation internationale des armements nucléaires". Et il a ajouté : "Je suis convaincu de l'importance décisive des rapports entre les deux superpuissances, qui à elles deux peuvent détruire la civilisation, et qui détiennent donc solidairement en quelque sorte le contrôle de la puissance explosive du Soleil."

De telles affirmations montrent la menace que présente pour nous la situation actuelle, et la nécessité de prendre des mesures énergiques pour surmonter cette menace et reconnaître implicitement la lourde responsabilité que doivent assumer les superpuissances en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Tout en sachant bien que les autres délégations se sont déjà familiarisées avec le contenu du Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale et avec le rapport du Secrétaire général relatif à l'Etude d'ensemble des armes nucléaires, ma délégation pense qu'il serait aussi utile d'appeler l'attention du Comité sur un article paru dans l'International Herald Tribune du 24 mars 1981, dans lequel un médecin exprime son opinion sur la guerre nucléaire.

Cet article relate que plus de 100 médecins éminents, américains, soviétiques, français, britanniques et d'autres nationalités se sont réunis récemment à Warrenton, en Virginie (Etats-Unis). De cette réunion de médecins venant d'Etats dotés de systèmes sociaux différents est sorti, ce qui est tout à fait important et remarquable, un message commun : "La société ne pourrait pas survivre à une guerre nucléaire et aucune politique stratégique ne devrait être fondée sur l'idée que les médecins parviendront tant bien que mal à sauver suffisamment de gens pour que la civilisation survive". Cet article indique aussi que parmi les 11 sommités médicales de l'Union soviétique, figurait le docteur Chazov, cardiologue et directeur général du Centre national de la

(M. Sidik, Indonésie)

recherche cardiologique à Moscou. Dans sa déclaration, le Dr Chazov a dit, et je cite à nouveau l'article : "Des militaires, des fonctionnaires et même des scientifiques essaient de minimiser les risques de la course aux armements nucléaires et les conséquences éventuelles d'une guerre nucléaire. D'après certains, une guerre nucléaire pourrait être gagnée, il serait possible de mener une guerre nucléaire limitée, l'humanité et la biosphère continueraient d'exister même dans les conditions d'une catastrophe totale".

Or, a-t-il ajouté, des études soviétiques montraient que l'explosion d'une bombe nucléaire d'une mégatonne sur une ville soviétique tuerait immédiatement environ 300 000 personnes et en blesserait ou en brûlerait 300 000 autres. "Quatre-vingts pour cent des médecins seraient tués, les hôpitaux anéantis et les médicaments détruits", a précisé le Dr Chazov. Le docteur Bernard Lown, cardiologue de l'Université de Harvard et président du groupe des médecins, a fait des remarques semblables et a déclaré notamment : "On voit surgir toute une 'mythologie' qui voudrait nous faire croire que la guerre nucléaire n'aura pas lieu ou que, si elle a lieu, elle sera limitée. En fait, après une attaque nucléaire sur une seule ville américaine de la taille de Boston, la totalité des ressources médicales des Etats-Unis ne suffirait pas à traiter les victimes de brûlures".

J'ai cité assez longuement cet article du Herald Tribune parce qu'il exprime des opinions différentes de celles, politiques et militaires, que nous connaissons bien.

A cette réunion internationale de médecins, il a été question de l'explosion d'une bombe nucléaire d'une mégatonne; nous pouvons nous demander à combien de mégatonnes s'élève la puissance destructrice des bombes nucléaires aujourd'hui accumulées dans les arsenaux militaires des Etats dotés d'armes nucléaires.

Le message de la réunion de Warrenton est tout à fait clair : il n'y a aucun espoir pour nous en cas de déclenchement d'une guerre nucléaire. La tragédie et les dommages que provoquerait cette guerre dépassent l'imagination. L'utilisation d'armes nucléaires en un point quelconque du monde aurait des conséquences sur l'ensemble du globe, ses effets dévastateurs sous la forme de retombées radioactives, de bouleversements économiques et sociaux à l'échelle mondiale, de modifications écologiques, etc., ne se limiteraient pas aux seuls belligérants. A cet égard, je souhaiterais citer la question pertinente posée par le chef de la délégation indienne, M. l'Ambassadeur Venkateswaran, dans sa déclaration du 24 mars dernier : "Existe-t-il un principe reconnu de droit international ou des normes admises de comportement international, qui permettraient à un pays de défendre ses intérêts de sécurité, en portant atteinte à la sécurité d'Etats tiers qui ne seraient ni politiquement ni militairement concernés en l'espèce? La réponse est évidemment non". Il est donc compréhensible que les Etats non dotés d'armes nucléaires n'acceptent pas et même rejettent un concept de sécurité nationale fondé sur une doctrine qui voit dans les armes nucléaires des éléments de dissuasion et des armes défensives. Cela explique également pourquoi les Etats militairement moins importants insistent pour participer à des négociations qui affectent la paix et la sécurité internationales.

Je dirai encore quelques mots au sujet du traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires. On nous dit que le forum trilatéral constitue le meilleur moyen pour étudier cette question.

(M. Sidik, Indonésie)

Ma délégation ne met pas en doute l'importance de ce forum, mais cela ne devrait pas empêcher le Comité du désarmement d'entreprendre des négociations de son côté, en tenant compte évidemment des résultats obtenus jusqu'ici par les Etats parties aux entretiens trilatéraux. Le Groupe des 21 a déjà indiqué que l'on devrait utiliser comme point de départ de ces négociations le paragraphe 50 du Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale. Souvenons-nous que dans la Déclaration proclamant les années 80 deuxième décennie du désarmement, adoptée à l'Assemblée générale par consensus, nous nous sommes engagés à mettre en oeuvre ses dispositions en prenant des mesures concrètes.

Dans le discours qu'il a prononcé à la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, le Ministre des affaires étrangères de l'Indonésie, M. le Professeur Mochtar Kusumaatmadja, a notamment déclaré :

"Le désarmement complet ne serait possible que dans un monde parfait. Comme nous vivons dans un monde qui est loin d'être parfait, il faut que nous réduisions nos objectifs et que nous nous contentions de pis-aller. Réduit à l'essentiel, le problème du désarmement ou de la course aux armements revêt trois aspects fondamentaux :

- 1) l'aspect spirituel, culturel ou motivationnel; 2) l'aspect mécanique ou matériel;
- 3) l'aspect spatial.

Il est impressionnant, pour ne pas dire symbolique de la limitation de notre rôle d'hommes d'Etat et de diplomates, que cette session extraordinaire soit principalement axée sur les aspects matériel et spatial du problème, laissant de côté l'examen des causes réelles du conflit humain. Nous esquivons donc les questions fondamentales du règlement des conflits humains.

Si nous examinons les différents instruments ou accords internationaux qui visent à réduire la tension internationale et les conflits, l'accord d'Helsinki nous paraît être le seul qui traite aussi des aspects non matériels du problème.

Notre tâche étant limitée premièrement à la réduction des armements ou des moyens matériels des conflits et, deuxièmement à l'aspect spatial du désarmement, faisons le point du problème et des méthodes dont nous avons usé pour le régler.

Dans nos efforts actuels, la priorité absolue doit être accordée nécessairement au désarmement nucléaire. Si nous ne donnons pas à la limitation des armements classiques l'importance qu'elle mérite peut-être, c'est que nous reconnaissons que, compte tenu du droit de légitime défense, elle est moins urgente que le désarmement nucléaire, en raison simplement de l'immense puissance destructrice des armes nucléaires."

En terminant, Monsieur le Président, je voudrais vous transmettre un message de M. l'Ambassadeur Sani, chef de notre délégation, qui regrette beaucoup de ne pas pouvoir participer à cette séance, pour des raisons indépendantes de sa volonté. Je suis convaincu de traduire ses sentiments en saisissant cette occasion d'exprimer à vous-même et aux Présidents des Groupes de travail spéciaux les plus vives félicitations et la profonde gratitude de ma délégation pour la façon efficace dont nos négociations ont été conduites. Je remercie aussi sincèrement mes éminents collègues de leur contribution aux débats de la première partie de la session.

(M. Sidik, Indonésie)

Ma délégation remercie également M. l'Ambassadeur Jaipal et tous les membres du secrétariat, de même que les interprètes, sans le dévouement desquels les travaux de cette session de printemps n'auraient pu se dérouler de manière aussi satisfaisante.

Le PRESIDENT (République fédérale d'Allemagne) (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de l'Indonésie, M. Mohamad Sidik, pour sa déclaration et pour les aimables paroles qu'il a adressées à moi-même, aux Présidents des Groupes de travail et au secrétariat.

Le prochain orateur de notre séance de ce matin est le distingué représentant du Pakistan, M. l'Ambassadeur Ahmad. Je propose qu'après son intervention nous levions la séance, pour la reprendre cet après-midi.

M. AHMAD (Pakistan) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, j'aimerais profiter de cette occasion pour vous dire avec quelle satisfaction la délégation pakistanaise vous voit présider le Comité du désarmement. Au cours de ces trois dernières semaines, vous avez donné la pleine mesure de votre imagination et de votre fermeté, qualités indispensables pour guider nos travaux et leur faire faire des progrès concrets et véritables sur les diverses questions inscrites à l'ordre du jour du Comité.

En cette dernière réunion de notre session de printemps, il est approprié de passer brièvement en revue les travaux accomplis par le Comité au cours des onze semaines qui viennent de s'écouler. Nous nous félicitons de la prompte reprise des négociations dans les quatre groupes de travail spéciaux chargés chacun d'examiner un point de notre ordre du jour, et de l'effort sincère fait par les présidents de ces groupes de travail et la majorité des délégations pour faire progresser les négociations. En revanche, comme la plupart des autres, ma délégation est déçue que des mécanismes de négociation n'aient pu être créés sur deux points prioritaires de l'ordre du jour qui sont de la plus haute importance. Au reste, même sur les questions faisant l'objet de négociations, le Comité du désarmement n'a pu progresser de façon sensible vers un accord.

Monsieur le Président, ma délégation avait espéré que le groupe de travail sur les garanties de sécurité à donner aux Etats non dotés d'armes nucléaires aurait considérablement avancé dans l'élaboration d'une formule commune susceptible d'être inscrite dans un instrument international juridiquement contraignant. Le Pakistan a soumis un document de travail, publié sous la cote CD/161, pour faciliter l'élaboration de cette formule commune. Mais certaines délégations ont demandé avec insistance que l'on détermine préliminairement les "diverses caractéristiques" des déclarations unilatérales existantes faites par les Etats dotés d'armes nucléaires et des autres propositions en la matière. Nous avons accepté dans un esprit de compromis. Les négociations au groupe de travail et les efforts inlassables de son président ont permis l'élaboration d'un document par lequel un consensus semblait possible. Malheureusement, à la onzième heure, l'une des délégations qui avait lancé cette idée a décidé d'y renoncer, uniquement parce que le résultat des négociations ne correspondait pas tout à fait à celui qu'elle avait escompté. Si je mentionne cet épisode malheureux, ce n'est pas seulement parce qu'il a entraîné un gaspillage regrettable de temps et d'efforts pour le Groupe de travail, mais aussi parce qu'il a ébranlé la confiance dans les assurances de certaines grandes puissances qui disent posséder la volonté politique pour mener à bien des accords négociés dans ce comité sur diverses questions de désarmement.

(M. Ahmad, Pakistan)

Monsieur le Président, nous espérons que lorsque nous reprendrons notre session en été, le Groupe de travail spécial sur les garanties de sécurité se mettra vraiment à négocier une "formule commune" pour l'instrument international. Plusieurs déclarations intéressantes ont été faites à nos dernières réunions sur cette question, notamment par les représentants des Pays-Bas et de la Suède. J'aimerais reprendre trois points que ma délégation juge fondamentaux s'agissant de la question des garanties de sécurité à donner aux Etats non dotés d'armes nucléaires.

Tout d'abord, il est essentiel que l'obligation des Etats dotés d'armes nucléaires de ne pas utiliser ou menacer d'utiliser des armes nucléaires contre des Etats non dotés d'armes nucléaires soit formulée de façon catégorique et non ambiguë. La seule déclaration existante qui soit satisfaisante de ce point de vue est celle de la République populaire de Chine. Les quatre autres déclarations reflètent, pour reprendre les termes du représentant de la Suède, non les intérêts des Etats non dotés d'armes nucléaires, mais les préoccupations de sécurité des Etats dotés d'armes nucléaires eux-mêmes. Le débat qui s'est déroulé au Comité et au groupe de travail et en particulier la déclaration faite par les Pays-Bas le 14 avril et la réponse de l'Union soviétique montrent que les conditions et exceptions figurant dans les déclarations de l'URSS, du Royaume-Uni et des Etats-Unis sont mutuellement inacceptables. Elles ne sont pas davantage acceptables pour la majorité des Etats non dotés d'armes nucléaires. C'est pourquoi, si l'on veut se mettre d'accord sur une approche commune, d'autres possibilités doivent être explorées. La formule contenue dans le projet de convention présenté par la délégation pakistanaise sous la cote CD/10 en est une. Une autre possibilité a été indiquée par ma délégation dans son intervention du 24 mars 1981 devant ce comité, à savoir que la seule condition imposée par les Etats dotés d'armes nucléaires soit de se réserver le droit de légitime défense contre une attaque lancée par un autre Etat doté d'armes nucléaires. Les représentants des Pays-Bas et de la Suède ont, dans leurs déclarations des 14 et 16 avril respectivement fait observer que c'était là une préoccupation commune des principales puissances nucléaires.

Deuxièmement, pour des raisons de principe, l'arrangement donnant des garanties de sécurité aux Etats non dotés d'armes nucléaires ne devrait pas être un autre instrument de non-prolifération nucléaire. Je me suis attardé sur ce point dans des déclarations précédentes et ne répéterai donc pas nos vues. Ce que je voudrais dire, c'est que la non-participation de certains Etats non dotés d'armes nucléaires à des arrangements comme le Traité sur la non-prolifération ou les zones exemptes d'armes nucléaires procède de diverses considérations politiques et autres. Si ces Etats non dotés d'armes nucléaires sont exclus d'un arrangement international sur les garanties de sécurité, comme cela serait le cas d'après les déclarations des Etats-Unis et du Royaume-Uni, ne seront-ils pas en droit d'en déduire qu'implicitement au moins, les Etats dotés d'armes nucléaires agitent à leur encontre la menace d'un recours aux armes nucléaires ? Ainsi, en faisant de la non-prolifération leur préoccupation principale, certains Etats risquent en réalité d'étendre les possibilités de prolifération nucléaire.

Troisièmement, nous estimons qu'il est indispensable que les garanties de sécurité données aux Etats non dotés d'armes nucléaires le soient dans un instrument international juridiquement contraignant. Les déclarations unilatérales, aussi solennelles soient-elles, ne sont après tout que des déclarations de politique gouvernementale et peuvent être modifiées ou retirées unilatéralement. Un instrument international peut revêtir diverses formes, depuis la convention internationale jusqu'à la résolution du Conseil de sécurité en application du chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

(M. Ahmad, Pakistan)

Mais une résolution du Conseil qui se bornerait à prendre acte des déclarations unilatérales des Etats dotés d'armes nucléaires ne créerait pas les obligations juridiques qui sont essentielles pour qu'un arrangement visant à garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires soit crédible.

Un autre domaine où des progrès sont possibles est celui des armes chimiques. Grâce en grande partie à l'impulsion énergique et imaginative de M. l'Ambassadeur Lidgard, le Groupe de travail spécial sur les armes chimiques a eu des discussions approfondies sur tous les aspects importants d'une future convention sur les armes chimiques. Ces discussions montrent un élargissement considérable des zones d'accord et une bien meilleure compréhension des divergences là où elles existent. L'opinion bien arrêtée de ma délégation, opinion que partagent de nombreux autres membres, est qu'il ne sera possible de réduire les divergences actuelles et de construire à partir des zones d'accord que si le Groupe de travail reçoit pour mandat précis de commencer des négociations sur le texte d'une convention multilatérale visant l'interdiction et l'élimination des armes chimiques. Des questions comme la portée du traité, la déclaration et la destruction des stocks, le système de vérification et les plaintes, la protection et les mesures propres à renforcer la confiance, nécessitent des décisions politiques pour servir de base à l'élaboration des solutions techniques. Ma délégation partage l'espoir exprimé par le distingué ambassadeur des Pays-Bas que les grandes puissances prendront, dans ce contexte, la même décision politique courageuse au plus haut niveau qui, à la fin des années 60, avait ouvert la voie à des progrès décisifs en ce qui concerne la Convention sur les armes biologiques.

La délégation pakistanaise a activement participé aux négociations visant à élaborer une convention interdisant les armes radiologiques. La difficulté la plus fondamentale dans ces négociations vient de ce que les auteurs des propositions n'ont pu définir de façon convaincante une arme radiologique ou démontrer qu'une telle arme peut vraiment être mise au point et être effectivement utilisée. Je crois que les membres de ce comité ont le droit d'avoir l'assurance que ce que nous cherchons à interdire est une arme réelle et non une arme imaginaire. Le Pakistan partage également la préoccupation de ceux qui ont déclaré que les dispositions d'une convention sur les armes radiologiques ne devraient en aucune façon légitimer l'existence ou l'utilisation éventuelle d'armes nucléaires.

Ma délégation pense aussi, comme la délégation suédoise, que le moyen le plus utilisable de se servir des rayonnements à des fins hostiles, sans recourir aux armes nucléaires, serait l'attaque d'installations électronucléaires. Ces installations, qui sont à l'état naissant dans la plupart des pays en développement constitueraient un objectif séduisant et vulnérable dans un conflit armé, et leur destruction aurait les mêmes effets que ceux que cherche à interdire la proposition commune des Etats-Unis d'Amérique et de l'URSS sur les armes radiologiques. C'est pourquoi la Convention sur les armes radiologiques doit comporter une disposition interdisant toute attaque contre des installations nucléaires civiles. En fait, ma délégation estime que cette proposition mérite à elle seule d'être adoptée comme norme juridique.

Le Groupe de travail spécial sur le programme global de désarmement à juste titre sous la conduite éminente de M. l'Ambassadeur Garcia Robles consacré la plus grande partie de son temps à l'examen des mesures de désarmement à inclure dans le programme.

(II. Ahmad, Pakistan)

Cet examen a malheureusement montré que certains membres du Comité du désarmement aimeraient restreindre le programme global à une simple réaffirmation des dispositions du Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement et de la Déclaration faisant des années 80 la deuxième Décennie du désarmement. Ma délégation reconnaît que ces deux documents fourniront une contribution utile au programme global. Mais, il est évident, d'après la conception et l'objectif du programme, que des mesures plus ambitieuses, allant au-delà de l'immédiat et du court terme et couvrant toute l'étape de la réduction et de l'élimination des moyens de guerre, sont également essentielles. Les projets de traité sur un désarmement général et complet présentés en 1962 par les Etats-Unis et l'Union soviétique donnent de précieuses indications pour l'élaboration de mesures propres à donner au programme un caractère global. Ma délégation fera des propositions précises sur cet aspect de la question lorsque le Comité reprendra ses travaux cet été.

Monsieur le Président, la délégation pakistanaise partage la déception exprimée par le Groupe des 21 devant le fait que le Comité n'a pu créer des groupes de travail pour entreprendre des négociations sur deux points de la plus haute importance pour cet organe, la cessation de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire et l'interdiction des essais nucléaires. Néanmoins, nous estimons que les réunions officielles qui ont eu lieu sur ces questions ont été importantes pour des raisons symboliques et pour des raisons de fond. On ne saurait mettre en doute l'urgence du désarmement nucléaire et le danger qu'il y a de continuer à compter sur les doctrines incertaines et inéquitables de la dissuasion nucléaire et de la parité stratégique entre les superpuissances et leurs alliés. Nous continuons d'espérer qu'à la session d'été, le Comité pourra approuver la création d'un groupe de travail spécial sur le désarmement nucléaire chargé du mandat réaliste qui a été proposé par le Groupe des 21.

Les discussions sur l'interdiction des essais nucléaires ont également été intéressantes, bien qu'incomplètes. Au cours de ces discussions, un certain nombre de questions précises ont été adressées aux trois Etats dotés d'armes nucléaires qui ont engagé des négociations séparées à ce sujet. Nous sommes déçus que ces Etats n'aient pu y répondre. Ces questions ont été distribuées au Comité ce matin au nom du Groupe des 21. J'espère que dans un avenir pas trop éloigné, les parties aux négociations trilatérales rompront individuellement et collectivement leur silence délibéré pour éclairer le Comité sur ces questions, qui traduisent l'inquiétude légitime des membres du Groupe des 21. Un manque de communication sur ces questions importantes freinerait sensiblement le développement de la confiance mutuelle entre les grandes puissances nucléaires et la communauté des Etats non alignés et neutres.

Monsieur le Président, les espoirs que nourrissait ma délégation au début de cette session quant aux possibilités de progrès ne portaient pas la marque d'un optimisme excessif. Nous comprenons que la situation internationale actuelle n'est pas la plus favorable à des progrès rapides des négociations sur le désarmement. Nous espérons que les relations internationales, spécialement les relations entre les deux superpuissances, évolueront dans une direction plus positive au cours des mois à venir. Le Pakistan souhaite une reprise du dialogue sur la limitation des armements et le désarmement, et la solution des différends et des conflits qui ont récemment exacerbé les tensions internationales. Dans ce contexte nous avons noté avec satisfaction la déclaration de M. l'Ambassadeur Flowerree, des Etats-Unis, qui a affirmé devant ce comité que les Etats-Unis continueront à respecter les dispositions de l'accord SALT II à condition que l'Union soviétique en fasse autant. Malgré

(II. Ahmad, Pakistan)

une situation internationale difficile ma délégation reste convaincue qu'il existe des paramètres politiques suffisamment larges dans le cadre desquels le Comité du désarmement puisse progresser vers les objectifs du désarmement. Nous avons cherché à identifier ces possibilités dans les déclarations que nous avons faites au cours des sessions officielles et officieuses du Comité. Malheureusement, les grandes puissances ne semblent pas disposées à saisir les possibilités réalistes de progrès qui existent sur les points inscrits à l'ordre du jour du Comité du désarmement. Au contraire, nous avons constaté parmi certaines délégations un fâcheux penchant à exploiter la situation présente et à faire de la propagande ou afficher des positions. Or, ce n'est pas pour cela que nous sommes réunis dans ce forum multilatéral de négociation. Le Comité du désarmement doit se montrer digne de la confiance qu'ont placée en lui les membres de la communauté internationale et répondre au désir sincère des peuples du monde de se soustraire à la menace d'un anéantissement grâce à un désarmement véritable.

Le PRESIDENT (République fédérale d'Allemagne) (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant du Pakistan, M. l'Ambassadeur Ahmad, de sa déclaration. Je le remercie aussi des aimables paroles qu'il a eues pour moi.

Nous avons ainsi épuisé le temps dont nous disposions pour la réunion de ce matin. Je remercie le représentant du Kenya, M. Shitemi, qui est l'orateur suivant sur ma liste, de bien vouloir prendre la parole le premier cet après-midi.

Il est maintenant 13 h 15, et nous sommes en retard de 15 minutes. Je crois que c'est aussi la première réponse à faire à certains orateurs qui ont dit ce matin que nous devrions travailler davantage et plus longtemps. Puis-je suggérer au Comité que nous nous arrangions pour reprendre notre séance plénière cet après-midi à 15 h 15 précises ? Je donnerai alors la parole à l'orateur suivant sur ma liste, M. Shitemi, représentant du Kenya. Nous aurons ensuite les comptes rendus résumés des présidents des groupes de travail. Puis-je considérer que le Comité accepte que nous procédions ainsi ?

Il en est ainsi décidé.

La séance est suspendue à 13 h 15 et reprise à 15 h 15.

M. SHITEMI (Kenya) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de redire que les travaux de ce Comité ont beaucoup profité de la façon habile et réfléchie dont vous les avez guidés pendant votre présidence.

Alors que s'achève la première partie de la session de 1981 de ce comité, il me semble opportun de regarder en arrière et d'essayer d'évaluer les résultats. Tout en appréciant l'ampleur des travaux de fond réalisés par les quatre groupes de travail spéciaux, ma délégation ne peut cacher sa déception devant la lenteur du rythme auquel progressent les discussions sur les points 1 et 2 de l'ordre du jour du Comité. Nous avons sincèrement espéré que celui-ci serait en mesure de créer un groupe de travail spécial sur chacune de ces deux questions avant la fin de la session de printemps. Malheureusement, pour des raisons connues de toutes les délégations, cela n'a pas été possible. Nous continuons néanmoins d'espérer que la sagesse prévaudra et que lorsque nous nous réunirons en juin, nous pourrions constituer les deux groupes de travail en question et les charger d'entamer des discussions dans le cadre de mandats appropriés.

(M. Shitemi, Kenya)

Je voudrais maintenant me pencher sur un aspect de la session de printemps qui a été un grand sujet de préoccupation pendant nos délibérations sur la doctrine de la dissuasion militaire. Si nous revenons sur ce point difficile et délicat, c'est parce que nous savons que c'est un facteur essentiel pour comprendre la notion de sécurité nationale. Toute l'histoire de la race humaine est traversée de guerres et d'entreprises de dissuasion militaire dont nous ne voyons pas la fin. Au moment même où je parle, plusieurs nations sont en guerre.

Le concept de dissuasion militaire est probablement né le jour où un conseil national ou tribal a réalisé pour la première fois que sa sécurité ne reposait pas sur la défaite périodique de nations ou de tribus voisines hostiles, mais dans la capacité indiscutable de les vaincre. Ainsi, la dissuasion en tant que doctrine est peut-être aussi vieille que l'humanité. Mais ce qui est nouveau, c'est que celle-ci est aujourd'hui capable de détruire pratiquement toute trace de vie sur la planète, à commencer par elle-même.

On nous a dit que la principale raison d'être des armes nucléaires dans les arsenaux est de dissuader des agresseurs éventuels. Comme si des chiens de garde et des dispositifs d'alarme avaient été mis en place, l'agresseur n'oserait pas attaquer, espère-t-on. Toutes les nations sont confrontées au problème de savoir quelle efficacité et quelle importance elles doivent donner à leur défense nationale contre la menace extérieure. Ma délégation se félicite de la franchise avec laquelle ce sujet a été traité par l'une des délégations à ce comité, et du courage qu'elle a montré en admettant sa complexité. Nous estimons que l'insécurité qui pousse les pays à s'armer contre des menaces extérieures devrait être analysée et des mesures prises en conséquence par le mécanisme des Nations Unies. Nous sommes tous victimes de l'insécurité, et que notre réaction soit de mettre au point des armes nucléaires ou d'accumuler d'énormes stocks d'armes classiques (les dispositifs d'alarme et les chiens de garde, si vous préférez), l'intention est la même : dissuader un agresseur extérieur. C'est pourquoi nul d'entre nous n'a le droit de jeter la première pierre.

L'insécurité nationale a conduit à la croyance que, faute d'un véritable mécanisme international de maintien de la paix, la seule solution pour protéger sa sécurité était d'être prêt en permanence à se défendre ou à riposter. Mais cette solution présente d'énormes dangers. Les armes dont il s'agit sont des armes finales et nous avons déjà les moyens de nous surdétruire. Si ces armes étaient un jour utilisées pour la deuxième fois et sur une échelle mondiale, ce serait la fin de toute vie humaine telle que nous la connaissons. S'appuyer sur des armes capables de détruire non seulement l'agresseur mais aussi leur propriétaire, c'est un mirage, une dangereuse illusion. C'est pourquoi nous exhortons les Etats dotés d'armes nucléaires à se joindre à nous dans cet organe de négociation multilatérale pour élaborer un traité qui bannirait ces armes terribles de la face de la Terre, tout en aidant à renforcer une sécurité nationale fondée sur la confiance mutuelle. Nous ne pouvons continuer très longtemps sur cette voie périlleuse de la dissuasion et de la défiance, nous ne pouvons poursuivre cette course aux armements, sans que cela finisse très mal. Nous avons les moyens de nous autodétruire complètement et, comme l'abeille, si nous sommes un jour assez fous pour utiliser l'arme ultime, nous périrons.

Je voudrais maintenant faire de brèves observations sur les travaux de certains des groupes de travail spéciaux. Nous reconnaissons tous le fait évident que, après les armes nucléaires, les armes chimiques sont les armes les plus destructrices existant aujourd'hui et que, par conséquent, elles méritent que le Comité s'en occupe d'urgence. Ma délégation voudrait à ce sujet rendre un chaleureux hommage à M. l'Ambassadeur Lidgard, de la Suède, pour l'impulsion qu'il a donnée, le dévouement

(M. Shitemi, Kenya)

qu'il a montré et la contribution qu'il a apportée comme Président du Groupe de travail spécial sur les armes chimiques. Sous sa présidence, le Groupe de travail a examiné en détail les éléments à inclure dans la convention. Il a étudié diverses solutions possibles touchant la portée de la convention. Bien qu'aucune de ces solutions n'ait recueilli l'adhésion de toutes les délégations, nous sommes d'avis que la portée de l'interdiction devrait être globale, c'est-à-dire qu'une convention sur les armes chimiques devrait interdire la mise au point, la fabrication, le stockage, l'acquisition, la détention et le transfert d'armes chimiques. Nous souhaitons aussi l'inclusion dans la convention de l'interdiction d'employer ces armes. Nous ne partageons pas l'opinion exprimée par certaines délégations selon lesquelles l'interdiction du recours aux armes chimiques porterait atteinte aux obligations contractées par les Etats en vertu du Protocole de Genève de 1927. La question de la vérification du respect a été et demeure la plus difficile à résoudre, étant donné le caractère assez complexe des problèmes qu'elle soulève. Nous avons écouté avec beaucoup d'intérêt les avis exprimés sur ce sujet par diverses délégations au Groupe de travail spécial et dans ce comité. Nous avons noté les réserves formulées par un certain nombre de délégations concernant des mesures de vérification internationale sur place. On a fait valoir que ces mesures pourraient être utilisées au détriment des intérêts nationaux des Etats. D'autres délégations ont préconisé une combinaison de moyens nationaux et internationaux de vérification. C'est cette dernière position qu'a adoptée ma délégation, et elle réaffirme qu'il est indispensable que le système de vérification à inscrire dans la convention ait un caractère international. Cela donnera l'assurance aux parties à la convention que ses dispositions seront observées. Ce sera le moyen le plus sûr d'instaurer la confiance entre les parties concernées.

Un examen rétrospectif des discussions tenues sur ce sujet au Groupe de travail, et avec la participation d'experts, montre bien que la question des armes chimiques a été étudiée de façon très complète et que les problèmes ont maintenant été intensifiés et clarifiés. Ma délégation pense que le Groupe de travail spécial sur les armes chimiques a déjà réuni assez d'éléments et de documents de travail pour passer au stade suivant de la négociation. Pour commencer des négociations sérieuses sur ce point, le Groupe de travail devra être doté d'un mandat plus étendu. Nous espérons que c'est ce dont nous nous occuperons en premier lorsque le Comité reprendra ses travaux l'été prochain.

Dans sa résolution 35/156 G, l'Assemblée générale a demandé "au Comité du désarmement de poursuivre les négociations en vue d'élaborer un traité interdisant la mise au point, la fabrication, le stockage et l'utilisation d'armes radiologiques et de rendre compte des résultats à l'Assemblée générale, lors de sa trente-sixième session". Rappelons-nous aussi que la deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement approche, et que nous devons y présenter le fruit de nos efforts. La conclusion d'un traité sur les armes radiologiques, même si ce n'est pas une mesure de désarmement au sens propre du terme, s'inscrira dans notre action en faveur du désarmement. Ma délégation a noté avec satisfaction que depuis la création l'an dernier du Groupe de travail spécial sur les armes radiologiques, cet organe a tenu de longs débats sur les principaux éléments à inclure dans un futur traité sur les armes radiologiques. Le Groupe de travail a déjà achevé l'étude détaillée de questions comme la définition des armes radiologiques, la portée de l'interdiction, les activités et les obligations, ainsi que le respect et la vérification. Nous avons observé que malgré les efforts déployés, beaucoup de problèmes restent à résoudre. Le Groupe de travail spécial doit encore trouver une bonne définition des armes radiologiques, qui satisfasse toutes les délégations. Ma délégation partage la préoccupation et l'inquiétude de beaucoup d'autres qui tiennent à ce que la conclusion d'un traité

(M. Shitemi, Kenya)

interdisant les armes radiologiques ne soit pas considérée comme légalisant ou comme légitimant la possession d'armes nucléaires. Nous voyons au contraire dans la conclusion d'un traité sur les armes radiologiques le premier pas vers l'interdiction des armes nucléaires. Nous avons étudié le document de travail publié sous la cote CD/RW/WP.20, dans lequel le Président a réuni en un texte unique diverses propositions, et nous trouvons qu'il s'agit d'un document satisfaisant qui peut constituer, et dont nous espérons qu'il constituera, le point de départ de nos négociations pendant la deuxième partie de la session de 1981 du comité.

Nous saisissons cette occasion pour exprimer notre satisfaction et notre sincère gratitude à M. l'Ambassadeur Kōmives, qui a dirigé de main de maître les débats du Groupe de travail spécial en sa qualité de Président.

Le Groupe de travail spécial sur des arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires a passé un temps considérable à discuter des questions entrant en jeu. Ma délégation apprécie le tact et l'équité avec lesquels le Président de ce Groupe, M. Antonio Ciarrapico, s'est acquitté de sa tâche. Nous sommes néanmoins déçus que les Etats dotés d'armes nucléaires n'aient pas pu modifier les positions unilatérales qu'ils avaient prises. Nous pensons que les Etats non dotés d'armes nucléaires qui ont proclamé leur région zone exempte d'armes nucléaires et sont parties au Traité sur la non-prolifération ont indiqué de façon tout à fait claire leur aversion pour la possession d'armes nucléaires et ont renoncé partiellement à leur droit de légitime défense. Leur imposer d'autres conditions serait se montrer insensible au fait qu'ils sont de toute évidence en position d'infériorité; quelle que soit leur valeur, ces garanties devraient être dénuées de toute ambiguïté et juridiquement contraignantes. Le plus sûr moyen d'obtenir des garanties de sécurité durables, M. le Président, serait de réaliser un désarmement nucléaire vérifiable pour en assurer le respect. Les nations qui se sont montrées indignées de confiance dans le passé ne peuvent s'attendre à ce qu'on leur fasse confiance par la suite, quelque sincères que soient leurs promesses. Qui donc, si je puis me permettre une courte digression, croirait à des garanties de sécurité de la République sud-africaine aux termes desquelles celle-ci renoncerait à attaquer ou à menacer d'attaquer un voisin avec des armes nucléaires, maintenant que l'on pense qu'elle en est dotée? Elle continue son agression contre ses voisins, elle tue et détruit comme bon lui semble. Lorsque la nation angolaise est née, l'Afrique du Sud a essayé par des moyens militaires d'installer un régime fantoche, avant d'être mise en échec par les Angolais, aidés par le reste de l'Afrique et ses vaillants amis cubains.

Le programme global de désarmement, quant à lui, a bien avancé, et nous pensons que les travaux que préside avec compétence l'Ambassadeur Garcia Robles vont dans la bonne direction. Si l'esprit de compromis, d'accommodement et de bonne volonté se maintient, nous devrions avoir un document proclamant un programme de désarmement.

Le PRESIDENT (République fédérale d'Allemagne) (traduit de l'anglais) :
Je remercie le représentant du Kenya, M. Shitemi, de sa déclaration et des paroles aimables qu'il m'a adressées.

Les Présidents des groupes spéciaux sur les arrangements internationaux effectifs pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires, sur les armes chimiques et sur les armes radiologiques, sont également inscrits sur ma liste pour parler des activités de leurs groupes respectifs et évaluer les travaux accomplis par ces groupes.

(Le Président)

Je donne maintenant la parole au Président du Groupe spécial sur les arrangements internationaux effectifs pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires, M. Ciarrapico.

M. CIARRAPICO (Italie) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, c'est un plaisir et un honneur pour moi de présenter oralement au Comité du désarmement l'exposé sommaire du Président sur les travaux accomplis par le Groupe de travail spécial sur les garanties de sécurité pendant la première partie de la session de 1981.

Conformément à la décision concernant les groupes de travail spéciaux que le Comité a prise à sa 105ème séance plénière, le 12 février 1981 (CD/151), le Groupe de travail spécial sur les garanties de sécurité a été chargé de poursuivre des négociations en vue de parvenir à un accord sur des arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires. Le Groupe de travail a tenu dix réunions entre le 17 février et le 21 avril 1981 et a également procédé durant cette période à des consultations officieuses par le truchement de son Président. Dans l'exercice de son mandat, le Groupe de travail a tenu compte des dispositions pertinentes figurant au paragraphe 59 du Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, ainsi que des résolutions pertinentes 35/154 et 35/155 de l'Assemblée générale, qui sont reproduites dans le document CD/140. A sa première réunion, le 17 février 1981, le Groupe de travail a décidé que tous les documents dont avaient été saisis les précédents groupes de travail spéciaux et qui sont énumérés dans le document CD/SA/WP.1/Rev.1 continueraient à servir de documents de référence à la présente session. A la même réunion, il a également décidé de concentrer son attention sur l'examen des garanties données quant au fond, étant entendu qu'une entente sur le fond pourrait faciliter un accord sur la forme. Lors des réunions ultérieures, après un échange général de vues, le Président a présenté au Groupe de travail un programme de travail pour la session actuelle, compte tenu des vues exprimées et des propositions présentées au cours des délibérations, y compris les propositions faites par la Bulgarie et le Pakistan qui figurent, respectivement, dans les documents CD/153 et CD/161. Le programme de travail proposé par le Président a été adopté par le Groupe de travail à sa sixième réunion, le 24 mars, et publié sous la cote CD/SA/WP.5; il prévoyait deux étapes principales, la première étant l'"Identification des divers aspects des engagements de ne pas recourir ou menacer de recourir aux armes nucléaires contre des Etats non dotés d'armes nucléaires" et la seconde étant l'"Examen des variantes qui pourraient être explorées dans la recherche d'une 'approche' ou 'formule commune'". Dans une déclaration interprétative, le Président a fait observer que ce document fournirait un cadre souple pour les négociations futures au sein du Groupe et permettrait de s'exprimer à toutes les opinions présentant de l'intérêt pour la recherche d'une "approche" ou d'une "formule commune".

Par la suite, le Groupe de travail a entamé ses travaux de fond, en commençant par la première étape du programme de travail. Lors des délibérations, diverses opinions ont été exprimées et plusieurs propositions, y compris des classifications et des schémas, ont été présentés en vue d'aider à identifier les divers éléments contenus dans les déclarations unilatérales des Etats dotés d'armes nucléaires et dans les propositions faites par des Etats non dotés d'armes nucléaires. Afin de faciliter les travaux du Groupe, le Président a été prié d'établir un document synthétisant les vues et les positions des délégations. Le Président a entrepris la tâche qui lui avait été confiée et après avoir procédé à des consultations

(M. Ciarrapico, Italie)

intensives avec des délégations, en particulier avec celles le plus concernées en la matière. Il a présenté au Groupe de travail, pour examen, le document de séance CD/SA/CRP.5. Ce document a reçu un large appui de la part des délégations au Groupe et certains amendements ont été suggérés, y compris la simplification de sa structure et de sa teneur. Compte tenu de ces suggestions, le Président a poursuivi ses consultations et a ultérieurement présenté au Groupe une version révisée (CD/SA/CRP.5/Rev.1) pour qu'il l'examine à sa neuvième réunion, le 14 avril. De nombreuses délégations ont exprimé leur appui au document révisé. Cependant, en raison de certaines différences de conception, le Groupe n'a pas été en mesure de parvenir à une entente complète sur la façon de classer les divers éléments des garanties et, par conséquent, d'adopter ce texte en tant que document de travail commun. Néanmoins, il a été généralement reconnu que le Groupe de travail avait examiné de façon approfondie les questions et les éléments relevant de la première étape, à savoir l'identification des divers aspects des engagements, qu'il avait procédé à ce sujet à des discussions intéressantes et que le document du Président avait constitué une base utile à cet égard. La majorité des délégations ont estimé également que l'on était parvenu à une meilleure compréhension des positions des diverses délégations et des similitudes et des différences qui existaient entre elles à la suite des débats tenus dans le cadre de la première étape, qui avaient ouvert la voie aux travaux relevant de la seconde étape.

A l'initiative du Président, ainsi que de nombreuses délégations, le Groupe de travail, à sa dixième réunion, le 21 avril, a décidé de terminer l'examen de la première étape et de commencer à entreprendre des travaux de fond sur la seconde étape, en vue d'examiner une à une les diverses variantes envisagées. On pense que cet examen sera effectué sous la forme d'une analyse comparée, en vue de concentrer les efforts sur les éléments les plus prometteurs. Cependant, il se peut que les délibérations permettent de dégager une approche commune acceptable à toutes les délégations, qui pourrait être ultérieurement incorporée dans une forme appropriée d'arrangement international efficace pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires. Compte tenu d'une telle perspective, j'espère sincèrement que grâce à la pleine coopération et à l'esprit de compromis de toutes les délégations, ainsi qu'à leur bonne volonté lors des débats sur cette question, le Groupe de travail spécial obtiendra des résultats fructueux au cours de la seconde partie de la session de 1981.

Pour conclure mon intervention, je tiens à exprimer mes sincères remerciements et ma gratitude à toutes les délégations pour la coopération sans réserve, la souplesse et la compréhension mutuelle dont elles ont fait preuve dans la conduite de nos travaux.

M. LIDGARD (Suède) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, je serai assez bref, puisque vous pouvez vous reporter au document CD/179, distribué aujourd'hui, qui contient le rapport intérimaire que le Groupe de travail spécial sur les armes chimiques m'a autorisé à soumettre au Comité du désarmement.

Mais je profiterai de cette occasion pour remercier les diverses délégations qui ont bien voulu me complimenter pour le travail réalisé jusqu'ici dans le cadre du Groupe de travail. A mon tour, je souhaiterais remercier sincèrement toutes les délégations qui ont bien voulu coopérer avec moi d'une façon constructive, ainsi que les divers experts qui nous ont apporté leur contribution précieuse dans l'examen des problèmes scientifiques très complexes que pose quant au fond l'élaboration d'une convention sur les armes chimiques. Je voudrais en outre remercier la secrétaire du Groupe de travail et ses collaborateurs pour leur contribution précieuse à notre effort commun. Avant de conclure, je voudrais, au nom de ma délégation et au nom de Mme Thorsson, Sous-Secrétaire d'Etat, qui m'a expressément

(M. Lidgard, Suède)

prié de dire qu'elle s'associe à ces paroles, déclarer que nous apprécions vraiment, M. le Président, la façon dont vous vous êtes acquitté de votre tâche, au cours de ce mois. Vous avez fait preuve de tout le tact et de toute l'habileté nécessaire pour donner aux travaux du Comité un caractère efficace et constructif tout au long de ce mois d'avril.

Le PRESIDENT (République fédérale d'Allemagne) (traduit de l'anglais): Je remercie M. l'Ambassadeur Lidgard de sa déclaration et des paroles aimables qu'il m'a adressées en son nom et en celui de Mme Thorsson.

M. KÖMIVES (Hongrie) (traduit de l'anglais): Comme mes collègues présidents des autres groupes de travail, je voudrais rendre brièvement compte au Comité du désarmement des activités du Groupe de travail sur les armes radiologiques. Ses travaux sont bien connus de toutes les délégations et j'estime qu'il n'est pas nécessaire d'entrer dans les détails.

Les membres du Comité se rappelleront que le Comité, à sa 105ème séance plénière, le 12 février, a rétabli le Groupe de travail spécial sur les armes radiologiques par sa décision figurant dans le document CD/151, sur la base de son mandat précédent, par lequel le Groupe de travail est chargé "... de parvenir à un accord sur une convention interdisant la mise au point, la fabrication, le stockage et l'utilisation d'armes radiologiques." (CD/79, 17 mars 1980).

Dans l'exercice de son mandat, le Groupe de travail spécial a tenu compte du paragraphe 76 du Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement, de la partie pertinente de la Déclaration faisant des années 1980 la deuxième Décennie du désarmement et de la résolution 35/156 G de l'Assemblée générale des Nations Unies, par laquelle l'Assemblée a demandé au Comité du désarmement de poursuivre les négociations en vue d'élaborer un traité interdisant les armes radiologiques.

Le Groupe de travail a tenu dix réunions entre le 20 février et le 23 avril 1981.

Les délégations de l'Inde, de l'Indonésie, de la Suède et de la Yougoslavie ont présenté des documents de travail au Groupe. Le Président du Groupe de travail a également présenté des documents de travail contenant des variantes pour le texte des articles d'un futur traité sur les armes radiologiques.

Dans l'accomplissement de sa tâche, le Groupe de travail a procédé, de février à avril 1981, à un nouvel examen de fond plus détaillé des questions relatives à l'élaboration d'un traité interdisant la mise au point, la fabrication, le stockage et l'utilisation des armes radiologiques.

L'examen des questions liées à l'élaboration d'un traité d'interdiction des armes radiologiques a fait apparaître qu'il continue d'exister des divergences de vues et d'approches à propos de certains éléments importants d'un futur traité sur les armes radiologiques.

Pour surmonter ces divergences, il importe que chaque délégation accomplisse des efforts supplémentaires. Je suis persuadé que le Groupe de travail pourrait faire des progrès décisifs pendant la session d'été s'il existait la volonté politique nécessaire, une coopération accrue et un esprit de compromis. La réalisation d'un projet de traité sur les armes radiologiques apporterait une contribution concrète à la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement.

(M. Kömives, Hongrie)

Pour conclure, je voudrais instamment demander à toutes les délégations de mettre à profit l'intervalle de temps compris entre la fin de la session de printemps et le début de la session d'été du Comité pour réexaminer leurs positions et poursuivre des consultations en vue d'accomplir durant la session d'été des progrès décisifs dans l'élaboration d'un traité sur les armes radiologiques.

M. VOUTOV (Bulgarie) (traduit de l'anglais) : Puisque nous allons examiner aujourd'hui en plénière les travaux accomplis par les groupes de travail au cours de la première partie de la session, je voudrais dire quelques mots des résultats obtenus par le Groupe sur les garanties de sécurité, sous l'éminente présidence de M. Ciarrapico d'Italie.

Grâce aux efforts louables de son Président et de toutes les délégations, le Groupe de travail sur les garanties de sécurité a connu un climat constructif de coopération réciproque, tant aux réunions ordinaires que pendant les consultations officieuses qui ont eu lieu sur divers aspects de la question à l'étude. Nous savons tous combien cette question est difficile et parfois hautement sujette à controverses. Cela nous donne d'autant plus de raisons de trouver un encouragement même dans le plus léger progrès vers un renforcement plus efficace des garanties de sécurité aux Etats non dotés d'armes nucléaires. Bien que nos opinions diffèrent sur certains points de l'évaluation des travaux du Groupe de travail faite aujourd'hui, les pays socialistes partagent l'opinion exprimée par le Président du Groupe, à savoir que, dans l'ensemble, les travaux accomplis au cours de la première partie de la session ont été très utiles et ont dans une certaine mesure, comme il l'a dit, préparé la voie aux travaux qui devront être faits l'été prochain.

Comme il ressort clairement de l'exposé du Président, le Groupe a pu se mettre d'accord sur son programme de travail. Ce programme a été divisé en plusieurs étapes qui, il faut l'espérer, nous mèneront à une approche commune qui pourrait être le fondement d'une convention internationale ou d'une résolution appropriée du Conseil de sécurité comme arrangement provisoire. Nous avons été heureux de noter que, selon l'indication donnée par le Président du Groupe aujourd'hui, le programme de travail publié sous la cote CD/SA/WP.5 ne tend qu'à offrir un cadre souple aux négociations futures ce qui permettra à toute opinion ou proposition pertinente d'être examinée par le Groupe dans sa recherche d'une approche commune. A cet égard, j'aimerais rappeler que le Groupe des pays socialistes a présenté au Groupe de travail son opinion et des suggestions concrètes qui devraient être, nous le croyons, examinées à un stade approprié des négociations.

Pour ce qui est du vaste travail qui a été fait jusqu'ici dans l'examen de fond des questions relevant de la première étape nous avons, comme l'a souligné le Président du Groupe, toute raison de croire que la discussion qui a eu lieu sur l'identification des divers aspects des garanties a été utile. Elle a aidé le Groupe de travail à élucider certains aspects importants des engagements unilatéraux pris par les Etats dotés d'armes nucléaires de ne pas utiliser ou menacer d'utiliser d'armes nucléaires contre les Etats non dotés d'armes nucléaires. De ce fait, comme le Président du Groupe de travail l'a souligné aujourd'hui, le Groupe est parvenu à une meilleure compréhension des différentes positions, des similitudes et des divergences, résultat qui, à ce stade de nos travaux, est à notre avis utile pour préparer les négociations de cet été sur une approche commune.

Au cours de l'examen de la première étape, plusieurs documents ont été présentés pour aider le Groupe à concentrer son attention sur les aspects importants du problème dont quelques-uns ont été mentionnés dans des interventions faites aujourd'hui.

(M. Voutov, Bulgarie)

Bien que nous ne soyons peut-être pas d'accord sur tous les points, nous partageons certainement l'opinion exprimée par le Président du Groupe, à savoir que toutes les idées présentées sous forme écrite ont constitué une base utile pour déterminer les éléments fondamentaux des différentes prises de position.

Pour ce qui est de l'observation faite ce matin par le distingué Ambassadeur du Pakistan à cet égard, j'aimerais rappeler que les pays socialistes n'appartiennent pas au groupe qui a cru bon de refuser que les préoccupations de sécurité légitimes de tous les Etats soient objectivement consignées dans un écrit éventuel. Dans toute sa déclaration, le distingué Ambassadeur du Pakistan s'est, à juste titre, préoccupé de questions de sécurité similaires, dont nous ne nions pas le bien-fondé que les autres devraient aussi reconnaître. Les pays socialistes se félicitent que de nombreuses délégations aient en fait reconnu que nos graves préoccupations de sécurité concernant la possibilité d'utilisation du territoire d'Etats non dotés d'armes nucléaires pour lancer une agression contre d'autres pays étaient légitimes et les aient appuyées ici en plénière comme au Groupe de travail. Comment peut-on penser sérieusement que ces Etats puissent rester en dehors d'un conflit nucléaire éventuel et donc recevoir une garantie. Je m'abstiendrai maintenant de tout autre commentaire et ne mentionnerai que les observations pertinentes faites à cet égard par le distingué chef de la délégation du Nigéria, M. l'Ambassadeur Adeniji, en séance plénière le 19 mars 1981.

- Au nom des pays socialistes, j'aimerais assurer mon collègue du Pakistan que nous demeurons fermes partisans de l'idée de renforcer plus efficacement les garanties de sécurité aux Etats non dotés d'armes nucléaires et que nous avons effectivement la volonté politique d'établir des accords négociés sur toutes les questions de désarmement, y compris sur celles qui sont actuellement à l'étude.

Le Comité et son Groupe de travail sur les garanties de sécurité sont maintenant entrés dans la deuxième étape, la plus importante, de la recherche d'une approche commune. Nous avons été heureux d'entendre quelques suggestions intéressantes à cet égard et qui méritent d'être examinées à fond si elles doivent être un des éléments du succès futur.

Les pays socialistes estiment qu'il faut tenir dûment compte de tous les résultats positifs qui contribuent à une convergence générale des vues afin d'élargir progressivement la base de nos négociations. Nous croyons que tout ce qui peut être qualifié de développement positif pendant la première partie des travaux du Groupe sur les garanties de sécurité sera dûment reflété dans le rapport final du Groupe à la fin de la session d'été, quand toutes les délégations auront eu la possibilité de contribuer à l'évaluation fidèle des résultats accomplis au cours de l'année.

Je voudrais encore exprimer notre gratitude pour la compétence avec laquelle le Président du Groupe de travail sur les garanties de sécurité, M. Ciarrapico, a dirigé les travaux. Les pays socialistes sont convaincus que ce groupe de travail pourra réaliser des progrès substantiels dans la recherche d'une approche commune en vue de renforcer encore les garanties de sécurité aux Etats non dotés d'armes nucléaires. Quant à nous, nous demeurons déterminés à tout faire pour coopérer avec les groupes intéressés et les diverses délégations et rechercher ensemble une solution répondant aux aspirations avant la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement.

M. AKRAM (Pakistan) (traduit de l'anglais) : Ma délégation n'avait pas l'intention de prendre la parole deux fois au cours de la même journée, d'autant que cette réunion est la dernière de notre session de printemps. J'ai demandé la parole pour répondre brièvement à un point que vient de soulever le distingué ambassadeur de la Bulgarie et j'ai pensé que je devais le faire en ce moment pour dissiper tout malentendu possible sur la déclaration que ma délégation a faite ce matin.

Je tiens à dire que ma délégation est très satisfaite de la déclaration que vient de faire le distingué ambassadeur de la Bulgarie et dans laquelle il a assuré nommément ma délégation que les pays socialistes - je crois qu'il parlait alors au nom des pays socialistes - demeureraient fermes partisans de l'idée des garanties de sécurité et qu'ils avaient la volonté politique de négocier des accords sur ce point ainsi que sur d'autres questions de désarmement. Cette déclaration a fait grand plaisir à ma délégation, spécialement à la lumière des faits nouveaux intervenus au Groupe de travail au cours des dernières séances.

Le distingué Ambassadeur de Bulgarie a relevé - également je pense dans notre déclaration de ce matin - que nous avons dit qu'au Groupe de travail, à la onzième heure, une des délégations qui avait pris l'initiative de ce que l'on a appelé la première étape - c'est-à-dire l'identification des points marquants des déclarations - avait décidé d'y renoncer parce que le document établi ne correspondait pas à son propre point de vue. Je tiens à dire à l'Ambassadeur de Bulgarie que ce n'était pas de sa délégation qu'il était question.

M. PROKOFIEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : Nous n'avions pas l'intention de prendre à nouveau la parole aujourd'hui, mais la déclaration de la délégation pakistanaise nous contraint à le faire. Nous avons écouté aujourd'hui les déclarations du président du Groupe de travail spécial sur les garanties de sécurité négatives et des représentants du Pakistan. Le Chef de la délégation soviétique, M. Issraélian, a déjà exprimé aujourd'hui notre reconnaissance aux présidents des groupes de travail, et notamment à M. Ciarrapico, qui dans sa déclaration a rapporté correctement dans l'ensemble les entretiens qui se sont déroulés dans le cadre du groupe sur le problème important et urgent du renforcement des garanties de sécurité négatives des Etats non dotés d'armes nucléaires. Nous ne sommes cependant pas d'accord avec tout ce qu'il a dit. Ma seconde remarque sera pour dire que nous partageons complètement le point de vue que vient d'exprimer le chef de la délégation bulgare, M. Voutov. Nous avons été surpris, il faut le dire, par la déclaration faite aujourd'hui par le représentant du Pakistan, qui a interprété d'une certaine façon la situation au cours des entretiens du groupe sur les garanties négatives de sécurité. En effet un groupe d'Etats a exprimé des doutes quant à la méthode de travail du Groupe spécial chargé d'étudier cette question. Mais malheureusement on n'a pas accordé suffisamment d'attention aux réflexions que nous avons faites. Par la suite l'examen de cette question a montré que nos inquiétudes étaient justifiées. Les tentatives entreprises pour présenter la question de façon déformée ne sont en effet pas fondées. Nous étions prêts, on le sait, à accepter le document de travail élaboré par le Président du Groupe, c'est-à-dire le document CD/SA/CRP.5 du 7 avril. Mais d'autres délégations, des délégations que le représentant du Pakistan doit bien connaître, se sont mises à apporter des corrections que nous ne saurions accepter. En ce qui concerne la délégation soviétique, et les délégations d'autres pays socialistes, nous sommes prêts, comme l'a déclaré le chef de la délégation bulgare, à travailler de façon constructive, et l'examen de la question ne sera pas retardé par notre faute. Voilà tout ce que je voulais dire.

Le PRESIDENT (République fédérale d'Allemagne) (traduit de l'anglais) : Conformément aux consultations que j'ai eues au sujet du télégramme de M. Davidson Nicol, Directeur exécutif de l'UNITAR, qui a été distribué officieusement à tous les membres du Comité, je souhaiterais faire la déclaration suivante :

"Le Comité du désarmement, conformément à l'article 16 de son règlement intérieur, prie son secrétaire, M. l'Ambassadeur Jaipal, d'assister à la première séance du Conseil exécutif de l'Institut de recherches des Nations Unies sur le désarmement qui se tiendra du 4 au 6 mai 1981 à New York. Le Directeur exécutif de l'UNITAR, M. Davidson Nicol, en sera informé.

Le Comité prie également son Président de poursuivre les consultations avec les délégations membres au sujet de la représentation du Comité du désarmement au Conseil consultatif."

Je pense que cette procédure reçoit l'assentiment du Comité.

Il en est ainsi décidé.

M. JAIPAL (Secrétaire du Comité et Représentant personnel du Secrétaire général) (traduit de l'anglais) : En tant que Secrétaire de ce Comité, je suis tenu de me conformer aux décisions prises en vertu de l'article 16 du règlement intérieur. Puisque je dois être à New York au début du mois de mai, il me sera donc possible d'assister à la réunion du Conseil consultatif. Si je comprends bien mon rôle, je dois être les yeux et les oreilles du Comité mais non son porte-parole. Je ferai naturellement rapport au Comité sur les débats du Conseil consultatif.

Le PRESIDENT (République fédérale d'Allemagne) (traduit de l'anglais) : Ceci clôt nos travaux pour la session de printemps. Je suis impressionné par les déclarations des délégués qui, à la séance plénière d'aujourd'hui, ont fait le point de nos négociations pendant la première partie de cette année, et je tiens à ajouter à leurs déclarations quelques remarques personnelles. Dans l'ensemble, cette session a été satisfaisante. Les quatre groupes de travail que le Comité avait créés l'an dernier ont commencé presque immédiatement leurs travaux de fond. Les rapports de leurs présidents rendent compte de l'évolution de la situation dans les domaines respectifs. Les positions ont été clarifiées, les problèmes ont été identifiés et, en gros, une bonne base a été établie pour la poursuite des travaux des groupes au cours de la session d'été. Le système des groupes de travail pour des points précis de l'ordre du jour a prouvé son utilité. Les demandes de création de groupes de travail supplémentaires n'ont pas encore obtenu le consensus du Comité. Ces demandes sont encore à l'étude.

A cet égard, j'aimerais aborder brièvement la question de la somme de travail que le Comité peut raisonnablement exécuter. Cette question importante a été abordée par un nombre assez important de délégations aujourd'hui. Etant donné la charge de travail du Comité, la création d'autres groupes de travail ne pourrait suffire, à mon avis, à donner les résultats requis. Un changement dans l'organisation du Comité pourrait être nécessaire. Le Comité voudra peut-être établir des priorités en tenant compte des obligations existantes et de la situation particulière qui prévaut dans des domaines précis. Tout en maintenant le système établi d'une réunion par semaine pour chaque groupe de travail, le Comité pourrait peut-être réserver un temps supplémentaire pour traiter par exemple du programme global de désarmement ou des armes radiologiques. En s'occupant d'abord de ces questions, pour lesquelles il existe une date limite ou dont la solution semble à portée de la main, le Comité pourrait gagner du temps pour examiner d'autres questions importantes inscrites à son ordre du jour.

(Le Président)

Les réunions officieuses sur les points 1 (interdiction complète des essais) et 2 (désarmement nucléaire) de l'ordre du jour ont permis de clarifier les positions sur ces questions importantes. Les délégations ont eu la possibilité d'exposer leurs préoccupations et leurs concepts en matière de sécurité. Le Comité devra décider si d'autres mesures devront être prises au cours de la session d'été. Dans l'ensemble, la session de printemps s'est déroulée dans un esprit constructif. Cela grâce à la participation active et constructive des délégations aux réunions du Comité et de ses organes subsidiaires. Nous devons garder présent à l'esprit que la communauté mondiale s'attend à ce que le Comité contribue à créer un climat et des conditions permettant aux négociations sur le désarmement et la limitation des armements de se dérouler avec succès au niveau bilatéral, régional ou international, grâce à la ferme intention et à la ferme volonté politique de toutes les délégations participantes de parvenir à des résultats tangibles. Cela revêt une importance particulière à l'approche de la deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement, qui se tiendra en 1982.

Avant de conclure la session de printemps, puis-je remercier toutes les délégations de l'appui très utile qu'elles m'ont apporté. Puis-je également remercier le secrétariat, les membres du personnel et les interprètes de leur coopération.

Ceci termine mes observations. La prochaine séance plénière du Comité du désarmement se tiendra le jeudi 11 juin 1981 à 10 h 30.

La séance est levée à 16 h 20.